



Syndicats autonomes et attaques contre l'Algérie

Sidi Saïd dément et accuse

Le secrétaire général de la l'Ugta, Abdelmadjid Sidi Saïd, répond aux accusations du Bureau international du travail (BIT) sur la marginalisation des syndicats autonomes et accuse les officines étrangères quant aux attaques féroces dirigées contre l'Algérie.

Page 3

Adrar

Un terroriste armé se rend aux autorités militaires

Page 24

Durant les six premiers mois de l'année

Plus de 1 500 morts sur les routes

Le décompte macabre se poursuit sur les routes. Chaque jour, que Dieu fait, des centaines d'accidents causant des morts et des blessés sont enregistrés. Malgré une certaine baisse, les chiffres demeurent alarmants.

Page 2



Des actions de protestation prévues aujourd'hui

Les candidats libres au Bac ne décollèrent pas

Page 2



Formation professionnelle et besoins de la nouvelle économie En quête d'une adéquation efficace

de façon quasi mécanique à l'alternative, censée être la seule à portée de main des élèves qui n'ont pas réussi leur examen, à savoir l'orientation vers la formation professionnelle. Il est pour la moins curieux et déplorable que ce dernier secteur - stratégique dans les plus grandes économies du monde - continue, en Algérie, à subir le poids des préjugés et des solutions de facilité, considéré par certains comme le «réceptacle des exclus», comme à eu la qualifier déjà un responsable au sein de la haute administration. Pourtant, l'étape que traverse actuellement l'économie nationale, avec ses exigences de transition vers une économie de production et vers un système d'investissement diversifié bâti sur l'entreprise, met en avant, plus que jamais, l'impératif d'une main-d'œuvre et d'un encadrement de qualité;

en d'autres termes, d'une ressource humaine à la hauteur des nouveaux défis. L'on sait que la formation professionnelle est la mieux placée pour fournir le personnel d'exécution, l'encadrement moyen et la main-d'œuvre spécialisée pour les unités de production.

Une telle option ne peut réellement s'accommoder d'un secteur, à savoir la formation professionnelle, qui avance ou produit une ressource par «défaut», en recevant uniquement les recalés de l'enseignement général. Pourtant, depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, l'on n'évoque les chances de développement de l'entreprise algérienne qu'en réalisant une corrélation, bien logique, avec la gestion des ressources humaines qui demeure l'un des facteurs-clés de tout développement économique.

Page 4

Syrie

Au moins 150 morts dans des attentats de Daech

Au moins 150 personnes ont été tuées hier dans une série d'attentats-suicides du groupe jihadiste Etat islamique contre la province de Soueïda contrôlée par le régime dans le sud de la Syrie, a rapporté une ONG.

Page 9



Par Saâd Taferka

A l'occasion de l'annonce, la semaine dernière, des résultats du baccalauréat, il a été relevé rapidement, par certains médias et par des officiels, le taux...d'échec, soit plus de 44%, dans une ambiance supposée pourtant toute dédiée à la fête et à l'euphorie. Dans la foulée de ces constats, l'on revient



Durant les six premiers mois de l'année

Plus de 1 500 morts dans des accidents de la route

Le décompte macabre se poursuit sur les routes. Chaque jour, que Dieu fait, des centaines d'accidents causant des morts et des blessés sont enregistrés. Malgré une certaine baisse, les chiffres demeurent alarmants.



Par Karima Nacer

Les routes n'arrêtent pas d'endeuiller des familles algériennes à cause des usagers qui font preuve d'imprudence et d'irresponsabilité. Les chiffres de la sécurité routière depuis le début de l'année ne s'annoncent pas bons. Ils font froid dans le dos. Pas moins de 1 510 personnes ont trouvé la mort et 16 022 autres ont été blessées dans 11 507 accidents de la circulation enregistrés à travers le territoire national durant les six premiers mois de l'année 2018, selon un bilan établi, hier, par le Centre national de prévention et de sécurité routière (Cnpsr). La même source fait remarquer que par rapport à la même période de l'année écoulée, une baisse du nombre d'accidents de la circulation de 6,89%, a été enregistrée. Le nombre de morts a

connu aussi un recul de 10,91% ainsi que le nombre de blessés qui baisse de 9,56%.

Pour rappel, l'année 2017 avait connu un recul sensible en termes d'accidents de la circulation, de morts et de blessés, selon un rapport annuel du Cnpsr qui avait recensé 25 038 accidents corporels avec une baisse du nombre d'accidents de 3 818 par rapport à 2016, une situation qui a impacté positivement les indicateurs de la sécurité routière au niveau national. Il a été enregistré un recul du nombre de morts de 8,84% par rapport à 2016, soit un nombre de 353 personnes sauvées de la mort. Dans le même cadre, le nombre de blessés a connu une baisse de 17,54%, soit 36 287 blessés durant l'année 2017 contre 44 007 personnes durant l'année 2016, soit 7,720%.

Ces catastrophes aux-

quelles assistent les Algériens tous les jours sont à 90% causées par les conducteurs, imputables à une certaine culture de mépris des règles de comportement sur les routes. Il ne se passe pas un jour où nos routes ne connaissent pas des accidents meurtriers. Une situation qui devient de plus en plus inquiétante. Les mesures de prévention et de répression prises par les différents intervenants dans la sécurité routière et les modifications apportées au Code de la route, avec le durcissement du contrôle technique, n'ont pas apporté le résultat escompté afin d'atténuer ce mal qui continue à faire des milliers de victimes.

En plus des pertes humaines chiffrées à 4 500 morts annuellement, les accidents de la route coûtent très cher à l'Algérie. Le pays débourse environ 120 milliards de dinars par an.

Les causes de cette hécatombe sont multiples. En plus des accidents dus à un taux élevé d'alcool, ou le fait d'utiliser le téléphone au volant, ou encore une vitesse excessive, il y a aussi les accidents causés par des défaillances techniques et la vétusté des véhicules.

Pour réduire l'hécatombe routière, il faut une observation de la rigueur dans la réglementation, l'amélioration de l'état des routes, l'amélioration de la formation au niveau des auto-écoles, l'application de permis à points, qui a pour but de responsabiliser les conducteurs. Malgré la relative baisse en morts et blessés, on est loin de tirer satisfaction des mesures prises puisque la route fait toujours peur.

K.N.

Des actions de protestation prévues aujourd'hui Les candidats libres au Bac ne décollent pas

Par Rachid Chihab

Les candidats libres à l'examen du baccalauréat ne décollent pas. Ils comptent organiser dans la journée d'aujourd'hui, des manifestations devant les sièges des directions de l'éducation dans toutes les wilayas du pays pour exiger une contre-corréction de leurs copies d'examen.

Dans un communiqué, il a été indiqué : «Il est clair que désavantager les candidats libres au baccalauréat aide à optimiser le taux de réussite des scolarisés afin de mettre en avant l'efficacité des nouvelles stratégies adoptées par le système éducatif algérien. Il est clair que faire diminuer le nombre des candidats libres au baccalauréat permet de soulager la surcharge des facultés».

En se défendant, les candidats libres refusent qu'on justifie la volonté des pouvoirs publics de réduire le nombre des candidats libres à l'examen par le manque de moyens financiers. «Passer le baccalauréat en tant que candidat libre est un droit constitutionnel, un droit constitutionnel que nous payons quand même, en augmentant les droits d'inscription cette année à 5 000 -7 000 DA par candidat), Pourquoi n'aurions-nous donc pas droit à une correction juste et impartiale», s'interrogent-ils.

«Nous voulons une réponse, nous connaissons nos droits et nous les revendiquons ! - Nous demandons à ce qu'une enquête soit lancée pour déterminer la source du problème, et savoir comment et pourquoi nos notes ont été falsifiées», réclament-ils. Pour eux, le ministère de l'Éducation nationale aurait ordonné aux enseignants chargés de la correction de donner de mauvaises notes aux élèves afin de dissuader les étudiants, notamment de refaire le Bac. Une accusation que la tutelle n'a pas encore commentée officiellement.

Pour rappel, depuis une semaine, des candidats libres à l'examen au Bac tentent d'organiser des manifestations dans les chefs-lieux des wilayas. Des tentatives qui se sont heurtées à l'intervention des forces de l'ordre, notamment à Alger, Sétif, Constantine et Oran. A Sétif, la police a dispersé mardi, une foule de manifestant voulant tenir un rassemblement devant le siège de la direction de l'éducation.

Pour se faire entendre, les candidats libres ont demandé aux organisations nationales de défense des droits de l'homme de les soutenir dans leur combat pour une deuxième correction des copies d'examen du Bac et l'ouverture d'une enquête indépendante sur les raisons de la faiblesse des notes obtenues par la quasi totalité des candidats libres. Une demande officielle d'intervention a été adressée à la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (Laddh), a-t-on appris du communiqué du Collectif des candidats libres au Bac rendu public hier.

R.C.

Bac 2018

Ouyahia préside une cérémonie en l'honneur des meilleurs lauréats

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a présidé, hier à Alger, une cérémonie organisée en l'honneur des meilleurs lauréats du baccalauréat session 2018.

Lors de la cérémonie organisée au Palais du peuple en présence de hauts responsables de l'État et de membres du gouvernement, M. Ouyahia a remis des attestations honorifiques, des médailles et des cadeaux symboliques à 68 lauréats qui ont eu les meilleures notes.

Le taux national de réussite à

cet examen en 2018 est de 55,88% alors que celui de l'année dernière était de 56,07%.

La filière des mathématiques est venue en tête avec un taux de réussite de 78,61%, suivie des sciences expérimentales avec un taux de 59,40%, puis des langues étrangères avec 56,06%, lettres et philosophie, 48,63% et enfin la filière gestion-économie qui a enregistré le taux le plus bas, avec 47,18% de réussite. Le nombre global d'élèves qui ont passé l'examen du baccalauréat était de 709 448, dont 40% de candidats libres.

Il est à relever, par ailleurs, que quelque 176 élèves aux besoins spécifiques sur 258 scolarisés, ont obtenu le baccalauréat session 2018, des résultats excellents reflétant les efforts consentis, tant par les élèves, que par leurs enseignants, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme.

L'élève Madjoudj Amal, de la wilaya d'Alger, atteinte d'un handicap visuel, a brillé en obtenant la première place au classement national, dans la filière des

langues étrangères, avec une moyenne de 17,15, a précisé le communiqué qui souligne que «les moyennes des lauréats se situent entre 14,46 et 17,40».

«Ces résultats excellents se veulent un véritable indicateur du processus positif et qualitatif adopté par l'École algérienne qui est une école équitable et garante du succès», a affirmé le ministère qui ajoute que ces résultats «reflètent l'efficacité du processus éducatif spécialisé qui prend en charge précocement les personnes aux besoins spécifiques et mettent en

valeur les efforts des éducateurs, des instituteurs, des enseignants spécialisés et des psychologues».

Après avoir salué la «forte volonté et l'esprit de challenge» ayant animé ces lauréats, ainsi que le soutien permanent dont ils avaient bénéficié de la part de leurs familles, le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a réitéré son soutien constant à leur accompagnement pour concrétiser davantage de succès et de réussite», conclut le communiqué.

R. N.

Syndicats autonomes et attaques contre l'Algérie

Sidi Saïd dément et accuse

Le secrétaire général de la l'Ugta, Abdelmadjid Sidi Saïd, répond aux accusations du Bureau international du travail (BIT) sur la marginalisation des syndicats autonomes et accuse les officines étrangères quant aux attaques féroces dirigées contre l'Algérie.



Par Massi Salami

Sidi Saïd, a estimé hier que les syndicats autonomes en Algérie ne sont pas «marginalisés», ni «exclus» contrairement à ce que soutient le Bureau international du travail (BIT) dans ses rapports. «Le BIT sait que les syndicats autonomes sont présents dans des secteurs névralgiques comme l'Education, la Santé et qu'ils dialoguent et négocient avec leurs responsables. Où est la marginalisation ou l'exclusion ?», s'est interrogé Sidi Saïd dans une interview accordée au journal *Le Quotidien d'Oran*.

Relevant que l'action syndicale «ne doit pas reposer sur un concept de violence», il a souligné que «plus l'action syndicale est

marquée par le consensus, par le dialogue, plus elle porte ses fruits», ajoutant que le salarié «a besoin qu'on lui règle ses problèmes, pas qu'on lui ajoute des difficultés».

Sur un autre plan, le patron de la Centrale syndicale a indiqué qu'«il y a aujourd'hui des velléités de déstabiliser l'Algérie» que l'Ugta «condamne avec ferveur et avec force toutes ces agressions contre le peuple et le pays», estimant que l'une des raisons qui fait réagir le FMI à l'égard de l'Algérie, c'est «la diminution des importations décidée par le gouvernement, qui pour lui, pénalise les sociétés occidentales».

Au sujet de la récurrence des rapports critiques quand il s'agit de l'Algérie, il a indiqué qu'avec «toutes ces attaques frontales exté-

rieures que dirigent des officines étrangères contre l'Algérie, on ne peut que constater que les hostilités sont féroces. Aujourd'hui, c'en est trop», qualifiant de «bizarre» l'attitude du FMI, qui quand il «est chez nous, il est ébahi par ce qui se fait et affirme que ce sont des exemples concrets rassurants. Mais il ne fait jamais allusion à tout cela dans ses rapports».

Concernant la cherté de la vie dont souffre de nombreux algériens, Sidi Saïd a plaidé pour des «instruments de contrôle rigoureux et même répressifs des prix», estimant que c'est «une urgence pour contrôler le marché et mettre un terme à la liberté des prix qui casse le pouvoir d'achat des citoyens».

S'agissant de la question de la suppression des sub-

ventions publiques, il a noté que le gouvernement «n'a jamais parlé de leur suppression», expliquant que la problématique «nécessite un débat national» afin de trouver, a-t-il dit, «des passerelles pour que cette dimension sociale (de l'Etat) ne souffre pas».

L'orateur a soutenu, dans ce sens, que quand le FMI recommande à l'Algérie de supprimer les subventions publiques, augmenter le prix du pain, le lait, ne plus attribuer de logement social, «cela veut dire qu'il y a un schéma d'officines auquel il obéit pour déstabiliser le pays», alors que, tient-il à le rappeler, «la dimension sociale de l'Etat est un des fondamentaux de la déclaration du 1^{er} Novembre 1954».

M.S.

Bedoui

Le projet du Code des collectivités locales est prêt à 90%

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire Nouredine Bedoui, a indiqué, mardi, à Saïda, que le projet du Code des collectivités locales est prêt à 90%.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Saïda, Nouredine Bedoui a souligné que «le projet du Code des collectivités locales est prêt à 90 %». «Dans une avant-dernière étape, le projet a été soumis à des experts et des universitaires de l'Ecole nationale d'administration qui ont formulé des propositions que nous examinerons au niveau de notre département et élargir son examen au niveau des wilayas et communes en prenant certaines des propositions avancées par des universitaires constitutionnalistes ayant une relation avec le projet du code des collectivités locales», a-t-il dit.

Le ministre a également fait état de «l'élaboration, en concertation avec le ministère des Finances, d'un projet relatif aux nouveaux mécanismes de recouvrement fiscal au niveau des communes qui sera intégré au Code des collectivités locales pour promouvoir le recouvrement fiscal au niveau des communes».

R. K.

La HIISE adopte son futur plan d'action

La Commission permanente de la haute instance indépendante de surveillances des élections (Hiise) a adopté son «futur plan d'action», notamment en matière de formation et de communication à l'adresse des médias et de la société civile, a indiqué, mercredi, un communiqué de cette instance.

Ce plan d'action intervient suite à une série de réunions tenues par ladite instance, sous la présidence de M. Abdelwahab Derbal, président de la Hiise, et qui ont permis de procéder à l'évaluation des actions de l'Instance lors des étapes précédentes. Dans ce cadre, il a été procédé à «l'examen et la programmation des dossiers de la formation en rapport avec les mécanismes de surveillance des élections, de la promotion de la communication de l'Instance à l'adresse des médias, ainsi que de son ouverture sur les acteurs de la société civile en matière de sensibilisation et de prise de conscience sur la nécessité de contribuer à la vulgarisation de la culture électorale parmi les citoyens». Par ailleurs, l'Instance a mis en avant son attachement à «rester à l'écoute des formations politiques, en vue d'adopter une plateforme commune pour la surveillance des élections et parvenir, partant, à des élections rassurantes en termes de probité et transparence, étant un engagement constitutionnel de l'Instance et une exigence politique authentique».

Tout en réaffirmant «son entière disposition à honorer ses missions constitutionnelles en termes de surveillance des élections, l'Instance est ouverte à toute proposition constructive», conclut le communiqué.

R. N.

Consensus national

Le FLN émet «des réserves» sur l'initiative du MSP

Le Secrétaire général du parti du Front de libération national (FLN), Djamel Ould Abbès, a émis, mardi à Alger, «des réserves» sur l'initiative du consensus national lancé par le Mouvement de la société pour la paix (MSP), car contenant des idées et positions contraires aux orientations du parti.

Lors d'une conférence de presse conjointe au terme de sa rencontre avec le président du MSP, Abderrezak Makri à laquelle ont pris part plusieurs cadres des deux partis, M. Ould Abbès a indiqué que «cette rencontre constitue un tournant positif dans la relation entre les deux partis», ajoutant que «le FLN a émis des réserves quant aux termes utilisés dans l'initiative sur le consensus national concernant la transition démocratique et le rôle de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la vie politique».

Le SG du FLN appelle à éviter

de telles idées pour parvenir à «un consensus entre les deux partis», ajoutant que le fait de parler de «transition démocratique en Algérie signifie que notre pays ne connaît pas de démocratie et annule toutes les étapes de la construction démocratique dont le MSP a fait partie». «Le rôle de l'armée est défini dans la Constitution algérienne et nous sommes attachés à la Constitution», a-t-il dit.

En dépit de ces réserves, les responsables des deux partis ont convenu de «poursuivre le dialogue et le débat concernant les thèmes importants qui figurent au programme du FLN et qui servent l'intérêt général», a ajouté M. Ould Abbès.

Abordant le volet économique, les deux partis ont souligné qu'une «force vive» s'impose pour relancer l'économie

nationale.

Dans le même contexte, il a annoncé la tenue de rencontres devant réunir «dans les prochains jours» le FLN avec certains partis politiques «à la demande de ce dernier», outre des rencontres avec des organisations de masse et de la société civile.

De son côté, M. Makri a exprimé son point de vue quant «aux réserves» du FLN, soulignant que «la transition démocratique ne signifie pas forcément une période transitoire, mais la transition d'une situation à une situation dans les délais démocratiques», ajoutant que l'élection présidentielle constitue une occasion pour réaliser le consensus national et que leur initiative n'a pas évoqué des personnalités potentiellement choisis à diriger ce consensus.

Concernant l'appel lancé à l'adresse de l'institution militaire à l'effet d'intervenir dans la vie politique, il a précisé que l'initiative de «son mouvement appelle toutes les forces politiques en Algérie à contribuer à ce consensus national pour sa réussite dans le cadre constitutionnel».

M. Makri a indiqué que l'initiative de sa formation politique est une initiative «nationale et n'a aucune relation avec l'intérêt du parti et nous n'avons mené aucun débat secret avec aucune partie que ce soit», ajoutant que «cette initiative repose sur le volet économique d'autant que la crise économique que vit l'Algérie est susceptible d'impacter la stabilité politique et sociale».

Il a ajouté que «la mission du gouvernement d'après 2019 sera très difficile et il faut donner de

l'espoir aux Algériens à travers l'unité pour faire face à la crise».

Répondant à une question sur l'appel du FLN au Président Bouteflika à se présenter à la présidentielle de 2019, M. Makri a qualifié cet appel d'«ordinaire», précisant que «les autres partis politiques ne sont pas tenus de soutenir le candidat du FLN».

S'agissant de la réunion de lundi avec la direction du Front des forces socialistes (FFS), le président du MSP a fait savoir que «les points de vues des deux partis sont totalement convergents concernant l'impératif du consensus national», qualifiant «ce parti d'allié politique».

Par ailleurs, il a souligné que son mouvement et le FLN étaient «liés par la ligne nationale et d'accord sur les bases, mais n'ont pas la même orientation politique».

Reda A.



Formation professionnelle et besoins de la nouvelle économie

En quête d'une adéquation efficace

À l'occasion de l'annonce, la semaine dernière, des résultats du baccalauréat, il a été relevé rapidement, par certains médias et par des officiels, le taux...d'échec, soit plus de 44 %, dans une ambiance supposée pourtant toute dédiée à la fête et à l'euphorie.



Par Saâd Taferka

Dans la foulée de ces constats, l'on revient de façon quasi mécanique à l'alternative, censée être la seule à portée de main des élèves qui n'ont pas réussi leur examen, à savoir l'orientation vers la formation professionnelle. Il est pour la moins curieux et déplorable que ce dernier secteur - stratégique dans les plus grandes économies du monde - continue, en Algérie, à subir le poids des préjugés et des solutions de facilité, considéré par certains comme le «réceptacle des exclus», comme à eu la qualifier déjà un responsable au sein de la haute administration.

Pourtant, l'étape que traverse actuellement l'économie nationale, avec ses exigences de transition vers une économie de production et vers un système d'investissement diversifié bâti sur l'entreprise, met en avant, plus que jamais, l'impératif d'une main-d'œuvre et d'un encadrement de qualité; en d'autres termes, d'une ressource humaine à la hauteur des nouveaux défis. L'on sait que la formation professionnelle est la mieux placée pour fournir le personnel d'exécution, l'encadrement moyen et la main-d'œuvre spécialisée pour les unités de production.

Une telle option ne peut réellement s'accommoder d'un secteur, à savoir la formation professionnelle, qui avance ou produit une ressource par «défaut», en recevant uniquement les recalés de l'enseignement général.

Pourtant, depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, l'on n'évoque les chances de développement de l'entreprise algérienne qu'en réalisant une corrélation, bien logique, avec la gestion des ressources humaines qui demeure l'un des facteurs-clés de tout développement économique. Si le thème du capital humain surgit aujourd'hui d'une façon aussi «envahissante», c'est que, tout au long de ce qui est appelé l'économie administrée, que l'Algérie a connue dans l'intervalle

de temps entre l'indépendance du pays et l'ouverture vers l'économie de marché au cours des années 1990, l'assise humaine constituant le moteur de toute entité économique, a été évacuée au profit d'une vision sociale dictée par les impératifs du moment (socialisme, politique de plein-emploi, compensation des déficits des unités de production par les subventions issues de la rente pétrolière...). Les fondements déterminants de la ressource humaine, vue dans les conditions naturelles de la gestion d'une entreprise, sont, sans aucun doute, la qualification et la compétence. Ce sont deux aspects étroitement liés à la formation (profil, qualité).

Depuis que l'Algérie commence à s'ouvrir timidement sur l'économie d'entreprise, le paramètre de la formation est venu «embrouiller» les calculs du peu de capitaines d'industrie qui compte le pays. On s'est rendu compte de cette terrible réalité : la formation - qu'elle soit celle relevant de la formation professionnelle ou celle assurée par l'Université - est loin de correspondre aux besoins actuels de l'économie nationale. Avec l'émergence de l'entreprise privée et la concrétisation du partenariat avec des boîtes étrangères, les choses semblent prendre un tournant crucial où sont interpellés tous les acteurs (pouvoirs publics, université, centres de formation, experts et chefs d'entreprises).

Rompre avec le «réceptacle des exclus»

Au cours de l'une des auditions qu'il a consacrées au secteur de la formation professionnelle, le Président de la République avait mis en exergue la «nécessité de développer le secteur de la formation dans le but de couvrir les besoins actuels et futurs de l'Algérie en matière de main-d'œuvre qualifiée». En vue de faire procéder à l'actualisation des programmes de formation et de les adapter au nouveau contexte de

l'économie algérienne, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a été instruit afin d'«identifier de manière continue les besoins en main-d'œuvre qualifiée pour chacun des domaines d'activité». Bien entendu, ces besoins sont immenses et évolutifs, dans un monde où les échanges et la compétition sont les maîtres-mots. Ce n'est qu'après être avancé dans ce travail d'identification et de réorientation conséquente des programmes de formation que l'on pourra espérer, comme l'a souligné le Président lors de l'évaluation qu'il a faite de la formation professionnelle, que «les diplômés de la formation et de l'enseignement professionnels soient également parmi les candidats prioritaires au bénéfice des encouragements publics à la création d'emplois, que ce soit par la voie du microcrédit ou des aides apportées à l'agriculture et à l'artisanat». Même si la tendance commence à se dessiner dans cette direction dans le domaine de la création d'entreprises par le moyen de microcrédit, l'effort à faire pour la consacrer comme un acquis majeur irréversible est encore colossal, impliquant à la fois les responsables de la formation professionnelle (personnel administratif et pédagogique) et les chefs d'entreprises appelés à moderniser et à promouvoir la gestion de leurs entreprises.

Une chose paraît avoir acquis valeur de certitude : on ne peut espérer réhabiliter les valeurs du travail dans les unités de production ou de prestation de services, ni insérer notre économie - en cherchant des alternatives crédibles à la rente en hydrocarbures - dans l'ensemble de l'économie mondiale, sans la consécration définitive de la qualification et de la compétence dans notre appareil de production.

Dans la phase présente de l'évolution économique du pays, où la crise des revenus pétroliers impacte encore lourdement les recettes extérieures et le budget de l'Etat et où se dessine laborieuse-

ment une transition vers une économie diversifiée, il serait suicidaire de continuer à fermer les yeux sur la qualité et le niveau de formation, travers qui a débouché jusqu'ici sur la formation d'une armée de chômeurs dans une situation où les entreprises ne demandent théoriquement qu'à recruter pour renforcer leurs capacités d'intervention et augmenter leurs chances de placer leurs produits sur le marché.

L'adéquation entre le système d'enseignement (enseignement général, formation professionnelle, université) et les besoins réels du marché du travail n'était pas, jusqu'il y a quelques années, une préoccupation majeure des instances et structures concernées par ce volet. Le quantitatif et le prestige ont longtemps servi de «moteur» dans le domaine de la formation. La notion d'adéquation avec le monde du travail ne pouvait visiblement pas prévaloir dans une économie amputée du facteur déterminant de toute organisation économique, à savoir la compétitivité. Presque l'ensemble des diplômés avaient, jusqu'au début des années 1990, leurs débouchés pris en charge par l'Etat, principal employeur du pays. Les experts et les nouveaux employeurs du secteur privé ont conclu à la faillite du système de la formation professionnelle dans notre pays. Les symptômes ont commencé à faire irruption dans notre quotidien : les ateliers et usines privés ayant vu le jour au cours des dernières années ne trouvent pas le personnel technique et d'exécution sur le marché du travail. Les offres d'emploi par lesquelles des employeurs cherchent des ouvriers spécialisés, des contremaîtres et agents de maîtrise (charpentiers, chauffagistes, plombiers...) entraînent pendant des semaines sur les pages de journaux sans pouvoir attirer des candidatures.

Signe des temps, ce constat vient d'être établi par un rapport américain dans lequel est évaluée la pénétration des entreprises US dans le marché algérien et les différentes contraintes auxquelles elles font face. Au début des années 2000, ce fut le premier responsable du secteur de la formation professionnelle, El Hadi Khaldi, qui porta un jugement d'une rare sévérité : «Ce secteur offre à la société un produit périmé qui ne trouve pas d'acquéreur sur le marché du travail».

Par-delà les profils et les spécialités

En effet, la formation professionnelle a été rarement, pour les jeunes qui y sont orientés, un choix dicté par les préférences d'un cycle court ou par des prédispositions et aptitudes particulières, comme c'est le cas dans les pays développés. C'est une situation vécue plutôt comme une piste imposée, une alternative mal appréhendée par rapport à l'exclusion scolaire et une incertaine transition vers l'âge adulte. C'est que l'ancien système économique n'avait guère encouragé la compétition et ses corollaires obligés : la qualification et la formation de qualité. Le paysage économique national est en train de changer radicalement. Face à une vague sans précédent de techniciens, personnels d'exécution, cadres et même ouvriers étrangers

ramenés ou recrutés par les sociétés étrangères travaillant en Algérie (chantiers des bâtiments, de l'autoroute, des barrages, du tramway...), les responsables de la formation sont plus que jamais interpellés pour révolutionner le secteur par de nouvelles méthodes de formation et une nouvelle pédagogie qui allie la nécessité de qualification aux besoins de l'économie nationale. Les employeurs se soucient moins du «papier-diplôme» de la nouvelle recrue que de ce dont sont capables ses «dix doigts» sur le plan professionnel, comme à l'apprécier les grands managers industriels américains. Donc, la grande tâche aujourd'hui est de former les techniciens et les cadres dont aura besoin l'économie nationale dans quelques années - un avenir qui commence réellement aujourd'hui -, économie soumise à rude épreuve par les impératifs de productivité, d'efficacité technique et d'innovation, ainsi que par la mondialisation des échanges de plus en plus offensive. Pour relever de tels défis, les réformes de l'enseignement, que l'on a souvent portées aux nues sans en voir encore les résultats, ne pourront plus se limiter aux établissements de l'Education nationale (écoles primaires, collèges, et lycées), mais devraient intégrer - par une vision stratégique fondant la solidarité des maillons d'une même chaîne - les différents secteurs qui concourent à cet objectif et l'ensemble des segments de la formation, qu'ils soient managés par l'université, les grandes écoles, les Instituts relevant des autres départements ministériels ou par la formation professionnelle. C'est dans la vision de cette politique de complémentarité et d'intégration que l'enseignement technique a fait l'objet, en 2006, d'un repositionnement le faisant passer du ministère de l'Education vers le secteur de la formation professionnelle.

Il est évident que les réformes devant toucher le domaine spécifique de la formation devront être articulées sur plusieurs volets : profils de formation, contenu des programmes, méthodes pédagogiques, matériel didactique...etc. Il serait, par exemple, inutile et contreproductif de former théoriquement des agents techniques ou des techniciens qui n'auraient pas touché, dans des laboratoires bien équipés, le matériel qu'ils seront appelés à manipuler par la suite dans les ateliers ou les usines. La politique adoptée au cours des cinq dernières années tente de remédier à ce genre de situation. En effet, parallèlement à l'augmentation du nombre de profils et de spécialités - plus de 400 - enseignés de façon à répondre aux besoins des entreprises, des dotations en équipements informatiques, électroniques, mécaniques...ont été consenties au profit des centres de formation. Reste à concentrer les efforts sur le contenu des programmes, les méthodes pédagogiques, le système d'évaluation de la formation et le précieux partenariat avec les entreprises. S.T.

Relance de l'export

Vers une stratégie pour l'exploitation des ressources du Sud

Le directeur général des Douanes, Farouk Bahamid, a mis en avant, mardi à El Oued, la détermination de ses services à la concrétisation de la stratégie mise en place pour l'exploitation des ressources que recèlent les régions du Sud dans la relance du mécanisme d'export.



S'exprimant lors d'une visite de travail à El Oued, le DG des Douanes a indiqué que les principaux axes de cette politique reposaient essentiellement sur la réalisation de nouvelles infrastructures, le développement des postes frontaliers de structures servant pour le transit des touristes et des produits pétroliers en points frontaliers à même de prendre en charge l'exportation des produits agricoles et des industries locales dans une démarche tendant à encourager la production nationale.

Le premier responsable des Douanes a fait état, dans ce sens, de nouvelles procédures douanières mises en place au profit des opérateurs économiques intéressés par l'export, des procédures, a-t-il dit, susceptibles de faire par-

venir les produits nationaux vers un nombre important de pays intéressés par le produit agricole et industriel algérien au vu de la qualité qui le distingue, et ce dans le cadre de la politique de soutien à l'économie nationale.

M. Bahamid a assuré, à ce propos, que le corps des douanes accordait un intérêt particulier aux opérateurs économiques locaux désireux de se lancer dans l'export, à travers, a-t-il soutenu, leur accompagnement dans les opérations d'export et en leur accordant toutes les facilitations leur permettant d'exporter le produit national sans entrave aucune.

Le responsable a affirmé, par ailleurs, que l'intérêt accordé par ses services pour la relance du mécanisme de l'export dans les régions du Sud était motivé par la dynamique économique particuliè-

re que connaissent ces régions, en ce sens qu'elles contribuent à l'ouverture de nouveaux espaces d'investissement de nature à éradiquer le phénomène de contrebande.

Le DG des Douanes a annoncé l'entrée en exploitation prochaine d'un nouveau poste frontalier à Tindouf (Hassi 75) qui permettra de réduire la durée du fret vers la Mauritanie.

Au niveau de la nouvelle zone agricole, M. Bahamid a visité l'entreprise privée El Mostakabal spécialisée dans l'export des produits agricoles où il a mis l'accent sur la nécessité de prendre en charge toutes les préoccupations des opérateurs économiques intéressés par l'export.

Il a également inspecté le siège de l'inspection divisionnaire des douanes au chef lieu de la wilaya où il a assisté

à un exposé détaillé sur les activités du secteur, notamment en matière d'opérations d'export, lesquelles se sont élevées au premier semestre 2018 à 52 opérations avec des recettes de l'ordre de 147 millions de DA.

Au niveau du poste frontalier sis à la commune de Taleb Larbi (90 km à l'est de la wilaya), M. Bahamid a réitéré la détermination de son département à coordonner avec les autorités tunisiennes pour promouvoir ce poste.

Le directeur général des Douanes, Farouk Bahamid, a mis l'accent, au terme de sa visite, sur la mise en oeuvre d'un programme d'instruction et de formation au profit des agents des Douanes adaptés aux services devant être fournis au niveau des postes frontaliers.

R. E.

Prix du pétrole

Le Brent dépasse les 74 dollars à Londres

Les cours du pétrole augmentaient mercredi en cours d'échanges européens avant les données hebdomadaires officielles sur les réserves américaines, la fédération professionnelle ayant déjà fait état d'une baisse des stocks de brut.

En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 74,02 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 58 cents par rapport à la clôture de mardi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance prenait 5 cents à 68,57 dollars.

Les marchés attendent la publication en cours de séance des données hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks de pétrole des Etats-Unis arrêtés au 20 juillet après les très fortes variations observées au cours des semaines précédentes.

Les analystes tablent sur une baisse de 3 millions de barils des stocks de brut, de 1,1 million de barils des réserves d'essence et d'une hausse de 550 000 barils de celles d'autres produits distillés (fioul de chauffage et diesel), selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg.

«Les marchés attendent une baisse qui compenserait la hausse inattendue de la semaine précédente, ce qui a déjà été reflété dans les données de (la fédération professionnelle de l'API, l'American petroleum institute), a commenté un analyste.

L'API, dont les données sont jugées un peu moins fiables par les acteurs du marché, a fait état mercredi soir d'une baisse de 3,16 millions de barils des stocks de brut, ainsi que d'une baisse très marquée des stocks d'essence (-4,87 millions de barils).

«Avec la crainte d'une offre réduite aux Etats-Unis (en raison de problèmes temporaires de logistique, Ndlr), il y a une légère fièvre d'achats, même si cette tendance peut vite s'inverser avec une volatilité très élevée sur le marché», a commenté un autre analyste.

H. T.

France

Le chômage en hausse légèrement

Le nombre de chômeurs a légèrement augmenté au 2^{ème} trimestre en France, après deux trimestres de baisse pour s'établir à 3,70 millions de personnes en France entière, selon des chiffres publiés mercredi par le ministère du Travail.

Dans le détail, le chômage a augmenté de 0,1% en métropole et de 0,8% dans les outre-mer (hors Mayotte).

En métropole, les jeunes sont la catégorie d'âge la plus touchée, le nombre de chômeurs de moins de 25 ans ayant augmenté de 1,9%. La situation des seniors s'est aussi légèrement dégradée (+0,1%). Sur un an, les jeunes restent sur une bonne tendance (-1,5%), tandis que les seniors sont quasiment stables (+0,2%).

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité a augmenté de 0,2% en France entière, pour atteindre 2,24 millions. Résultat : le nombre de demandeurs d'emploi, avec ou sans activité, a, lui aussi, augmenté de 0,2% (+10 800), à 5,94 millions.

Sur un an, le nombre de chômeurs (catégorie A) a baissé de 1,1% mais le nombre de demandeurs d'emploi, petite activité comprise (catégories A-B-C), a augmenté de 1,5%.

Comme au trimestre précédent, le chômage de longue durée a fortement augmenté au deuxième trimestre : en incluant les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité, 2,78 millions étaient inscrits depuis plus d'un an. Un chiffre en hausse de 1,6% sur le trimestre et de 7,2% sur l'année.

Malgré la hausse nationale du chômage, certaines régions tirent tout de même leur épingle du jeu. C'est notamment le cas du Grand-Est (-0,7% sur le trimestre), des Hauts-de-France (-0,7%), de la Corse (-5,0%) et de la Guadeloupe (-0,8%).

R. E.

Développement de la culture entrepreneuriale chez les élèves

Le ministère de l'Education lance un projet pilote

Le ministère de l'Education nationale a lancé un projet pilote, appelé «Créativité», au profit des élèves de l'enseignement moyen, en vue de développer la culture de l'entrepreneuriat chez les élèves de ce palier.

«Cette expérience a été effectuée en coordination avec des enseignants universitaires spécialisés dans l'entrepreneuriat à travers une expérience permettant aux élèves du moyen de développer leurs idées dans les domaines de l'entrepreneuriat et du marketing», a fait savoir, l'inspecteur général du ministère de l'Education nationale, Nedjadi Messeguem, ajoutant que «l'entrepreneur Fatiha Rachdi, a procédé, depuis mai dernier, à former des inspecteurs, qui ont encadré, à leur tour, des élèves du cycle moyen venus de plusieurs wilayas du pays au niveau du lycée Hassiba Ben Bouali à Kouba (Alger).

Le même responsable a suggéré d'introduire l'idée de l'entrepreneuriat dans les programmes éducatifs de manière à permettre à l'élève de développer ses compétences dans son

domaine préféré pour qu'il puisse imaginer son projet bénéfique à l'économie nationale à travers l'exploitation de toutes les ressources disponibles».

Lors de cette manifestation, les élèves ont été répartis sur deux ateliers consacrés, respectivement, aux projets technologiques et à l'art et décor.

A travers ces deux ateliers, le ministère tend à «ancrer la culture de l'entrepreneuriat pour permettre aux élèves de développer leurs compétences en la matière grâce à tous les moyens disponibles et ce, dans le but de commercialiser leurs produits». A ce propos, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, a affirmé que «l'objectif de ce projet pilote est de permettre aux élèves de concrétiser leurs idées et projets à travers l'accompagnement de l'école algérienne», estimant que «les voies de la réussite sont multiples au sein des établissements de l'enseignement et les instituts de formation professionnelle». «Ce projet permet également d'inculquer la culture de l'innovation et de créativité par l'utilisation de tous les

moyens disponibles ainsi que la création de la richesse dans la société», a-t-elle soutenu.

En outre, il vise, a ajouté Mme Benghebrat, «à inculquer la culture de partage aux élèves», mettant en avant le rôle de l'école dans «l'élargissement des horizons de l'élève et l'aide apportée pour concrétiser son projet dans la vie».

Lors de sa visite à ces deux ateliers, la ministre s'est enquis des modèles de certains projets des élèves, notamment ceux qui revêtent un caractère pédagogique à l'instar du projet de jeu électronique réalisé par l'élève Merwa Benziane (Relizane) sur l'histoire de l'Algérie.

La ministre a affiché son admiration par un projet réalisé par un groupe d'élèves des wilayas de Constantine, Alger et Béjaïa. Ce projet est un jeu éducatif destiné aux personnes aux besoins spécifiques et permet de les entraîner à identifier les lettres et les couleurs et la composition de mots de trois lettres à travers des moyens simples comme le bois et le papier.

R. N.

Oran

Projet de deux nouveaux centres de thalasso-thérapie



Deux nouveaux centres de thalasso-thérapie seront réalisés prochainement au niveau de deux complexes hôteliers prévus dans des zones d'extension touristique de la wilaya d'Oran, a annoncé mardi, dans la capitale de l'Ouest du pays, le ministre du tourisme et de l'artisanat, Abdelkader Benmessaoud.

Ces deux centres vont s'ajouter à celui inauguré, mardi, par le ministre au niveau du complexe touristiques des Andalouses, sur la corniche oranaise, le deuxième du genre en Algérie après celui de Sidi Fredj.

«Ce genre d'équipements va permettre aux infrastructures hôtelières qui les abritent de rester actives tout au long de l'année et non seulement durant la saison estivale, car le besoin se fait sentir dans la société à de telles infrastructures pour prodiguer des soins spéciaux», a déclaré M. Benmessaoud à la presse en marge de l'inauguration du centre de thalasso-thérapie d'Oran.

Le ministre a précisé que deux investisseurs ont bénéficié d'assiettes foncières au sein des ZET pour réaliser ces deux centres, tout en bénéficiant de crédits bancaires, «ce qui traduit l'intérêt particulier qu'accorde l'Etat à la promotion du secteur

du tourisme, conformément au programme du Président de la République», a-t-il rappelé. Le ministre a fait part de sa satisfaction quant à la qualité des équipements ultra modernes dont dispose le centre, estimant qu'un tel acquis contribuera efficacement à la promotion et au développement du secteur du tourisme en Algérie.

Le centre de thalasso-thérapie du complexe des Andalouses a été réalisé en l'espace de deux années. Il dispense à ses clients des soins humides et à sec, grâce à des bains hydro-massant, des gyms piscine ou aquagym, des douches sous affusion, des douches à jet etc.

Ce nouveau site est spécialisé également dans les massages, la pressothérapie, l'endormologie et la physiothérapie. Il est doté aussi de salles de fitness.

Au cours de sa visite à Oran, le ministre a inauguré deux hôtels dans le cadre d'un investissement privé. Il s'est aussi rendu à Aïn El Turck où il a pu constater l'évolution du chantier du complexe touristique «Garden Beach», dont le taux de l'avancement des travaux est estimé à 80%, selon les explications données sur place par les responsables concernés.

«L'Algérie est en train de réaliser des grands pas en matière d'infrastructures touristiques avec la réalisation d'une moyenne de 70 hôtels annuellement au niveau du tout le territoire national. Nous ambitionnons d'atteindre une capacité d'accueil de 250.000 lits dans un avenir proche, pour devenir le premier pays arabe dans ce contexte», a encore indiqué Abdelkader Benmessaoud, réitérant au passage l'enga-

gement des pouvoirs publics à «accorder un intérêt particulier pour le tourisme, source de richesses et créateur d'emplois».

Le ministre a insisté sur le volet formation des ressources humaines dans les domaines de la restauration et de l'hôtellerie afin d'assurer des prestations de service de qualité et selon les normes internationales.

Dans ce contexte, il a rappelé qu'il existe 3 instituts de formation relevant du ministère du tourisme, une école supérieure et une autre qui ouvrira ses portes prochainement à Oran, en plus des instituts qui assurent la formation dans diverses spécialités liées au secteur du tourisme. Selon le premier responsable de ce secteur, «les fruits de la politique initiée par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dans ce domaine et l'intérêt porté aux investisseurs vont bientôt donner leurs fruits étant donné que ce secteur vise à contribuer à hauteur 10% dans le budget de l'Etat au lieu de 3% actuellement».

Concernant l'actuelle saison estivale, le ministre a qualifié celle-ci de «franc succès», étayant ses déclarations par «l'affluence nombreuse que connaissent les hôtels et autres complexes es touristiques dans le pays», une affluence encouragée par les «prix promotionnels pratiqués dans le cadre de conventions signés par le ministère et les responsables de ces infrastructures et qui ont même atteint 50%, ce qui constitue une première», s'est-il réjoui.

R. N.

Grâce aux réalisations dont elle a bénéficié Tlemcen est une wilaya touristique de dimension internationale

■ Le ministre du tourisme et de l'artisanat Abdelkader Benmessaoud, a estimé que Tlemcen est une wilaya touristique de dimension internationale par excellence grâce aux réalisations dont elle a bénéficié.

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite de travail à Tlemcen, le ministre a ajouté que cette wilaya a acquis cette dimension grâce à ses réalisations, dont la récente ouverture, en ce début de saison estivale, de 7 hôtels en plus de ses monuments et sites archéologiques, historiques et religieux qui reflètent la profondeur historique de l'Algérie. Abdelkader Benmessaoud a souligné que l'actuelle saison estivale se distingue la dynamique marquant le secteur à la faveur de la mise en œuvre des orientations du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika et de son programme visant à impulser un élan nouveau au secteur. Dans ce contexte, il a fait état des travaux de réhabilitation des infrastructures existantes et du lancement d'autres projets. Les deux stations thermales de Hammam Boughrara et Chigueur, faisant l'objet de travaux de réhabilitation, seront prêtes dans un an. «Il s'agit de grands investissements initiés par l'Etat pour relancer le tourisme thermal», a-t-il précisé.

Le ministre a insisté sur la nécessité d'impliquer les agences de tourisme dans la stratégie de réhabilitation du tourisme, à travers l'initiative et la mise en place d'un programme d'attrait des touristes dans le cadre de la promotion du tourisme national.

K. T.

Saison estivale à Alger Des camps de toile aménagés pour des enfants de wilayas du sud

■ Quatre camps de toile destinés à accueillir 1200 enfants issus des wilayas du sud ont été aménagés par la direction de la solidarité et de l'action sociale de la wilaya d'Alger, pour permettre à ces jeunes vacanciers de profiter des plages du littoral, a-t-on appris mardi auprès de la directrice du secteur, Saliha Maayouche.

La direction de la solidarité et de l'action sociale a aménagé des camps de toile dans les communes de Aïn Taya, Douera, Rouiba et Baraki au profit de 1200 enfants issus de la région du sud pour leur permettre de profiter de la mer, affirmant que «tous les préparatifs étaient fins prêts pour accueillir les vacanciers dans les meilleures conditions».

Outre les balades en mer et les activités de distraction et de loisirs, ces enfants effectueront des visites aux différents sites de la capitale. Au titre de l'opération de prise en charge des enfants issus de familles démunies, en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2018/2019), la direction de l'action sociale de la wilaya d'Alger a veillé à l'acquisition de près de 5000 colis de fournitures scolaires qui seront distribués à leurs bénéficiaires en septembre prochain, a assuré le même responsable.

G. K.

En une semaine à Skikda

Plus d'un million d'estivants sur les plages

Plus d'un million d'estivants se sont rendus «au cours de la semaine passée», aux 23 plages surveillées de la partie occidentale de la wilaya et de la ville de Skikda, apprend-on lundi des services de la protection civile. Les services de la protection civile ont dénombré depuis le 15 juillet 1.670.000 estivants sur les plages de la wilaya, selon la même source qui relève que ce chiffre enregistré en une semaine est «énorme» comparativement au nombre d'estivants accueillis par la wilaya depuis le 1er juin, date d'ouverture de la saison estivale et estimé à 3.472.000 visiteurs.

La majorité de ces flux s'est concentrée sur les plages des localités occidentales de

la wilaya dont plage Ain Oum Laksab, Taleza, Ain Doula, «des jeunes filles», Ben Zouit, Larbi Ben M'hidi, Stora et Filfila, précise la même source qui note que la plage de Filfila a atteint durant cette période le stade saturation au point de ne plus trouver un endroit pour les parasols aux derniers arrivés, dans l'après-midi.

Les sapeurs-pompiers ont secouru, au cours de la semaine passée, 153 personnes et 95 autres ont été évacuées vers les établissements hospitaliers. La majorité de ces victimes n'ont pas respecté les drapeaux rouge et orange durant cette période marquée par une mer peu agitée à agitée, ajoute encore la même source.

Cette affluence a été expliquée par les estivants rencontrés sur la plage de Ben M'hidi par les températures élevées ayant prévalu durant cette dernière semaine dans les wilayas de l'Est dépassant les 38 degrés Celsius à Constantine, Guelma, Khenchela, Sétif et Bordj Bou Arreridj.

Un dense trafic automobile a été relevé durant cette période notamment en fin de semaine particulièrement à l'entrée de la commune de Kerkra à cause surtout du stationnement anarchique et du commerce informel sur les bordures des routes, ont indiqué les divers services de sécurité.

Des encombrements ont été aussi signalés aux entrées des plages de Ben M'hidi et

Stora constituant une source d'irritation pour les automobilistes souvent accompagnés de leurs enfants. L'autoroute Est-ouest a enregistré à la même période une certaine lenteur dans le trafic notamment le matin et en fin d'après-midi notamment au niveau de la déviation d'El Ghedir, est-il indiqué.

Originaire de Khenchela, Abdallah Bendjoudi, a estimé que Skikda compte «un nombre des plus belles plages d'Afrique» mais a regretté «l'absence des structures de services notamment les douches, les toilettes publiques et les restaurants sur les plages de Larbi Ben M'hidi et Filfila».

R. N.

Plage Sidi Merouane à Chlef

Un lieu de détente et d'aventure

La plage rocheuse de Sidi Merouane (55 km au nord de Chlef) est parmi les endroits fascinants que compte le pays où mer et forêt s'embrassent dans un décor enchanteur, invitant les passionnés de la nature à le découvrir.



Prise d'assaut par les estivants et les amateurs d'aventure, notamment après les vidéos qui ont envahi les réseaux sociaux, la plage Sidi Merouane offre à ses visiteurs un paysage époustouflant, un véritable paradis sur terre qui nécessite intérêt et valorisation.

La plage enchanteuse de Sidi Merouane demeure très prisée en dépit du fait qu'elle soit interdite à la baignade, difficile d'accès et ne disposant d'aucune couverture en réseaux téléphoniques.

A ce propos, le chargé de communication auprès de la direction de protection civile, le lieutenant Mohamed Msaâdia a mis l'accent sur la nécessité de faire preuve de vigilance et d'éviter la baignade au niveau des plages rocheuses non surveillées.

Approchés par l'APS, plusieurs estivants issus notamment des wilayas du centre

(Alger, Blida et Boumerdès) ont fait part de leur conscience quant aux risques menaçant leurs vies et la difficulté des opérations de sauvetage en cas de noyade, soulignant que la magie de l'endroit n'a pas manqué de susciter la curiosité des visiteurs désireux de découvrir ses grottes et ses tableaux naturels.

Hamza, un estivant algérois a indiqué avoir découvert la plage Sidi Merouane via Facebook, ce qui l'a encouragé à la visiter avec ses amis, mettant en garde contre la baignade dans cette région à cause de sa profondeur.

Ebloui par la beauté de de l'endroit, Ibrahim (Blida) a déclaré, pour sa part, avoir choisi la plage de Sidi Merouane pour y camper avec sa famille, malgré le manque enregistré en matière de services et de sécurité, en raison de sa nature vierge et la quiétude

qui la caractérise, appelant les autorités locales à promouvoir cette destination touristique d'excellence.

Venant des différentes wilayas en groupes, les aventuriers se rendent à la plage de Sidi Merouane, dont les rochers se dressent en formes géométriques qui happent votre regard et dont les grottes relatent les légendes des pirates de mer qui sont passés par ici, tandis que le paysage de la clarté de son eau et des différents types de poissons qui y nagent à votre proximité invite à méditer sur la Grandeur du Créateur.

Entre la dangerosité de se baigner dans les plages rocheuses interdites et la beauté du site de Sidi Merouane, il n'en demeure pas moins que l'estivant doit faire preuve de conscience et ne doit pas mettre en péril sa vie, d'autant plus que les services de la Protection civile avaient enregistré, pendant

la saison estivale écoulée, cinq cas de noyade, dont deux au niveau des plages interdites à la baignade.

Campagne de sensibilisation sur les dangers de la baignade

Les services de la Protection civile de Chlef mènent, depuis le lancement de la saison estivale 2018, une campagne de sensibilisation de grande envergure à travers les différentes côtes de la wilaya et ce, en vue de sensibiliser les estivants à la nécessité d'éviter la baignade et le camping dans les plages rocheuses, les points d'eau, notamment sur les sites qui ne disposent pas de centres de surveillance. Pour le cas de la plage de Sidi Merouane qui attire de nombreux estivants, le lieutenant Mohamed Msaâdia, a souligné que ses services effectuent des tournées en patrouille dans ces lieux, en vue de sensibiliser les estivants au risque de noyade qui menace leur vie et à la difficulté d'intervention des unités de secours ou au retard dans l'arrivée des secours sur le lieu. Le saut depuis les hauteurs des rochers et l'incapacité de lutter contre les forts courants marins sont parmi les principales causes de noyade et de décès, au même titre que la difficulté d'accès à la plage, empêchant l'arrivée de l'aide et l'intervention des agents de la Protection civile à temps, a ajouté le même interlocuteur.

Depuis le début de la saison estivale, quelque 156 interventions ont été recensées à travers les différentes plages, dont certaines plages rocheuses non surveillées et interdites à la baignade, a fait savoir M. Msaâdia qui assure qu'aucun cas de noyade n'avait été enregistré depuis le début de cette saison. L'estivant doit prendre en compte les exigences de sécurité et doit s'en tenir aux consignes prodiguées par la Protection civile, par souci de préserver sa vie et celle de sa famille. Toutefois, la plage de Sidi Merouane doit faire l'objet d'attention et d'une exploitation optimale, dans l'espoir de l'améliorer, dans le futur, en une zone et destination touristique aux standards internationaux. **Reda A.**

Biskra

Plus de 2 400 bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse

Plus de 2 400 bovins ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse à Biskra, a annoncé lundi la direction locale des Services agricoles (DSA).

«Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de prévention et de lutte contre la fièvre aphteuse», a indiqué à l'APS, l'inspectrice vétérinaire de la DSA, Lamia Benboudriou, soulignant «qu'aucun cas suspect ou avéré de cette maladie n'a été signalé».

Une équipe de vétérinaires se charge du contrôle sanitaire des animaux, alliant sortie sur le terrain et surveillance des mouvements du cheptel à travers la wilaya afin de dépister toute maladie devant être signalée, a-t-elle ajouté.

Concernant l'effet des fortes chaleurs enregistrées ces derniers jours sur le patrimoine animalier, cette inspectrice a révélé que celles-ci n'avaient aucun impact sur le cheptel mettant en avant le professionnalisme et le savoir-faire des éleveurs de la région face à ce genre de situations climatiques.

La DSA de Biskra recense plus de 5 000 têtes bovines réparties essentiellement dans les régions de Loutaïa, El Doussen et Sidi Okba. **T. L.**

Tissemsilt

Relogement de 120 familles à Theniet El Had

Quelque 120 familles résidant dans des habitations précaires de la commune de Theniet El Had (Tissemsilt) ont été relogées au titre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP), a-t-on appris, mardi auprès de la direction de l'habitat.

Cette opération a touché des familles résidant dans un vieux quartier El Hakam, relo-

gées dans de nouveaux logements, dotés de toutes les commodités, implantés à la nouvelle ZHUN de Sidi Bendjelloul.

L'opération s'est déroulée dans de bonnes conditions à la faveur des moyens humains et matériels mobilisés à cet effet. Les habitations précaires ont été démolies et l'assiette foncière récupérée pour abriter des projets d'intérêt public.

La direction de l'habitat prévoit une autre opération similaire ciblant 40 familles vivant dans des conditions précaires dans la même commune de Theniet El Had. Celle-ci a bénéficié, depuis le quinquennat 2005-2009 et jusqu'à la fin du premier semestre de l'année en cours, de plus de 2 000 logements dont 200 réceptionnés à ce jour, rappelle-t-on. **H. M.**

Bouira

Huit hectares de couvert végétal ravagés par un incendie

Huit hectares de couvert forestier et végétal ont été ravagés par un incendie dans la commune montagnaise et forestière de Ath Laâziz (nord-ouest de Bouira), ont rapporté mardi les services de la Protection civile.

L'incendie s'est déclaré lundi en fin d'après-midi dans la commune d'Ath Laâziz. «Les flammes ont ravagé huit hectares de couvert végétal et

forestier ainsi que nombre d'oliviers», a révélé à l'APS le chargé de la communication de la direction de la Protection civile de la wilaya, le capitaine Rahmani Raouf.

Les unités de la Protection civile et la colonne mobile, installée récemment, sont intervenues sur le lieu du sinistre. L'incendie a été maîtrisé au bout de deux heures.

«Grâce à l'intervention de

nos unités, les maisons et oliviers sont épargnées. L'incendie était important», a encore expliqué le responsable.

La semaine dernière, près de 200 arbres fruitiers ont été ravagés par des incendies, qui se sont déclarés au niveau du village de Boumerdjane, relevant de la commune de Lakhdaria, à quelque 40 km au nord-ouest du chef-lieu de la wilaya de Bouira, ainsi que dans

la localité de Sidi Khaled (Oued El-Bardi / Sud).

Le 10 juillet dernier, le directeur général des forêts (DGF), Ali Mahmoudi, avait prévenu depuis Bouira contre de grands risques d'incendie de forêts cet été en raison du développement d'une importante strate herbacée provoquée par les précipitations enregistrées depuis le début de l'année à travers le pays. **T. L.**

CONFLITS ►►

Pakistan

Législatives endeuillées par un attentat meurtrier

Les Pakistanais votaient hier pour des élections législatives sous haute tension qui pourraient voir l'ex-champion de cricket, Imran Khan, accéder au pouvoir, mais ont été endeuillées par un sanglant attentat-suicide.



L'attaque, revendiquée par le groupe Etat islamique, a fait au moins 31 morts et 70 blessés près d'un bureau de vote de Quetta, dans la province du Baloutchistan (sud-ouest).

«J'irai assurément voter. Ce qui s'est produit ne peut pas empêcher les gens de voter», a déclaré à l'AFP, Ali Khan, 30 ans, à l'hôpital de Quetta où il était venu aider des proches.

A Islamabad, le chef de la mission d'observation de l'Union européenne aux élections, Michael Gahlmer, a condamné une attaque «lâche» visant à «miner le processus démocratique».

L'attentat a encore assombri un scrutin marqué par de précédentes attaques et de lourdes accusations d'interférence de l'armée dans la campagne électorale, ainsi que par une visibilité accrue des partis religieux extrémistes.

Quelque 106 millions d'électeurs, sur une population de 207 millions de personnes, sont appelés aux urnes dans plus de 85 000 bureaux de vote. Ils fermeront leurs portes à 13h00 GMT.

La campagne, brève et acrimonieuse, a été dépeinte par certains observateurs comme l'une des plus «sales» de son histoire en raison de nombreuses manipulations présumées, censées favoriser l'ex-champion de cricket Imran Khan et son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI).

Les experts estiment cependant que le jeu reste ouvert. «Ces élections sont trop

serrées, surtout dans (la province du) Pendjab, qui va décider de tout», a estimé l'analyste Azeema Cheema.

L'autre principal prétendant au poste de Premier ministre est Shahbaz Sharif, frère de l'ancien chef du gouvernement Nawaz Sharif, à la tête du parti PML-N.

Imran Khan a voté en milieu de journée à Bani Gala, près d'Islamabad : «Il est grand temps de mettre à bas les partis qui ont tenu ce pays en otage pendant des années», a-t-il dit. Shahbaz Sharif en a fait de même à Lahore, appelant à «changer le destin du Pakistan».

Les électeurs, hommes et femmes séparés, se pressaient eux aussi en de longues queues devant les bureaux de vote, a constaté l'AFP.

«Je ne pensais pas qu'aucun candidat ferait quelque chose de bon pour nous. Mais cette fois je suis venue voter sur l'insistance de mes enfants», a déclaré à l'AFP, Nazia Anees, une femme au foyer de 31 ans à Karachi.

«Nawaz Sharif a essayé de discréditer notre armée et par colère j'ai voté PTI», a expliqué de son côté Khalid Mehmood, un homme de 72 ans dans un bureau de vote d'un quartier populaire de Lahore.

Une observatrice occidentale postée dans le Pendjab a fait état d'un processus «calme, ordonné et pacifique» et d'une forte affluence dans les bureaux de vote.

Quelque 800 000 militaires et policiers avaient été déployés pendant la journée pour assurer la sécurité du vote. La

Commission électorale pakistanaise a par ailleurs octroyé aux gradés des pouvoirs judiciaires étendus à l'intérieur des bureaux de vote, suscitant l'inquiétude de certains observateurs.

Outre l'attentat de Quetta, un policier et un militant du PTI ont été tués dans deux incidents distincts dans l'ouest du pays, selon la police.

Une série d'attentats avait déjà coûté la vie à quelque 180 personnes dont trois candidats lors de meetings électoraux à la mi-juillet. La situation sécuritaire du pays demeure néanmoins bien meilleure qu'il y a quelques années.

- «Nouveau Pakistan» -

Les électeurs, parmi lesquels près de 20 millions de primo-votants, doivent choisir un successeur au parti des Sharif, aux manettes depuis 2013.

Les chances d'Imran Khan d'évincer le PML-N semblent meilleures que jamais. Connue comme ancien playboy en Occident, il se présente dans son pays sous un jour beaucoup plus conservateur sur un programme anti-corruption baptisé «La route vers un nouveau Pakistan».

Mais il est aussi connu pour flirter avec des thèses extrémistes et accusé de bénéficier de l'appui en sous-main de la puissante armée, qui a dirigé le pays pendant la moitié de ses 71 ans d'histoire. Cette dernière se défend de tout «rôle direct» dans les élections.

Une troisième formation, le PPP de Bilawal Bhutto Zardari, fils de l'ex-Première

ministre assassinée, Benazir Bhutto, pourrait être appelée à former une coalition avec le vainqueur.

La campagne a aussi été marquée par un bras-de-fer entre l'armée et l'ancien Premier ministre, Nawaz Sharif, destitué pour corruption il y a un an. M. Sharif, actuellement emprisonné, l'accuse d'avoir tout fait pour nuire à son parti, y compris en forçant ses candidats à changer d'allégeance, pour le plus grand profit du PTI.

M. Sharif n'est pas le seul à incriminer l'armée: plusieurs grands médias pakistanais et militants politiques se sont plaints ces derniers mois d'avoir subi enlèvements, censure et menaces pour les forcer à infléchir leur couverture du PTI et du PML-N. Un centre de recherche a assimilé ces pressions à un «putsch silencieux» de l'armée.

AFP

Syrie

Au moins 150 morts dans des attentats de Daech

Au moins 150 personnes ont été tuées hier dans une série d'attentats suicide du groupe jihadiste Etat islamique (EI) contre la province de Soueida contrôlée par le régime dans le sud de la Syrie, a rapporté une ONG.

L'organisation jihadiste a mené ces attaques qui ont également fait des dizaines de blessés, avant de lancer un assaut contre des localités de la province, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

«Trois kamikazes ont fait détoner leurs ceintures explosives dans la ville de Soueida», chef-lieu de la province du même nom, a indiqué à l'AFP le directeur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane.

D'autres kamikazes ont mené des attaques dans des villages du nord-est de la province avant que les jihadistes ne les prennent d'assaut, a-t-il ajouté.

Au moins 40 personnes, dont des civils et des membres des forces prorégime, ont péri et plus de 30 ont été blessées, selon la même source.

Ces attaques sont les premières de cette ampleur lancées par l'EI depuis plusieurs mois en Syrie, où l'organisation jihadiste a subi de multiples revers et ne contrôle plus qu'une poignée de secteurs.

AFP

Réunion du Conseil de sécurité

L'Autorité palestinienne exige le rapport sur la protection des Palestiniens

L'e Conseil de sécurité de l'ONU a tenu ce mardi une séance ouverte sur la question palestinienne au cours de laquelle le représentant permanent de l'Etat de Palestine auprès des Nations Unies, Riyad Mansour, a réclamé au secrétaire général Antonio Guterres un rapport avec des recommandations avant le 13 août, comme exigé par l'Assemblée générale, pour créer «un mécanisme de protection internationale pour le peuple palestinien».

Lors de cette réunion mensuelle du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient, le représentant permanent de l'Etat de Palestine auprès des Nations unies, Riyad Mansour, a dénoncé vivement, l'occupant israélien, qui continue à réprimer le peuple palestinien, à renforcer son occupation militaire illégale et à commettre plus de

crimes. Il a ajouté que le peuple palestinien est soumis pendant sept décennies, à des crimes et à des violations et que l'occupation n'accorde aucun respect au droit international et aux résolutions de l'ONU. «Notre population dans la bande de Ghaza continue de souffrir d'une crise humanitaire qui s'aggrave de plus en plus par le siège inhumain et illégal imposé par l'occupation ainsi que les attaques militaires répétées qui ont endommagé énormément les infrastructures de l'enclave», a-t-il souligné.

Appelant la communauté internationale à agir «rapidement» pour empêcher de nouvelles attaques contre les Palestiniens et pour lever le siège de plus d'une décennie, le représentant palestinien a ajouté que les efforts internationaux doivent être également mobilisés pour assurer le finance-

ment de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa).

Dans ce contexte, Riyad Mansour a affirmé que l'autorité palestinienne attend avec «intérêt» le rapport du Secrétaire général sur les moyens de fournir une protection internationale au peuple palestinien par le biais d'un mécanisme de protection internationale conformément à la résolution de l'Assemblée générale.

«Nous espérons que ce rapport sera publié le 13 du mois prochain», a-t-il précisé. Riyad Mansour a en outre dénoncé aussi «l'apartheid» pour son peuple créé par une loi définissant Israël comme «l'Etat-nation du peuple juif». Le Coordonnateur spécial des Nations unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nikolay Mladenov, a informé, de son côté, le secrétaire général Antonio

Guterres, de la situation sur le terrain en Palestine, insistant sur la responsabilité du Conseil de sécurité d'assumer son rôle pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

M. Mladenov a alerté les membres du Conseil de sécurité sur la situation humanitaire à Ghaza, recommandant une action de coopération avec divers partenaires internationaux et régionaux afin de résoudre cette crise dans l'enclave palestinienne. Président du Conseil de sécurité en juillet, l'ambassadeur suédois auprès de l'ONU, Olof Skoog, a exprimé, quant à lui, son «exaspération face à la politique américaine dans la région et son soutien affiché au colonisateur israélien».

«Cela fait maintenant un an qu'on nous parle d'un plan et nous ne l'avons pas encore vu». «C'est un problème de ne pas avoir de

plan crédible sur la table», a-t-il dénoncé.

La Russie, a proposé, pour sa part, d'accueillir un sommet israélo-palestinien, estimant que «la seule solution est un dialogue direct entre les deux parties», selon l'ambassadeur adjoint russe Dimitri Polyanski, précisant que les Palestiniens en avaient accepté l'idée de cette rencontre.

Notons que les relations entre l'Autorité palestinienne et les Etats-Unis sont à l'arrêt depuis l'annonce fin 2017 par Washington de sa décision de considérer El Qods occupée comme capitale d'Israël. Depuis, les Palestiniens déniaient aux Etats-Unis tout rôle impartial dans leur rôle de médiateur pour aboutir à une relance des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens, au point mort. **R. I.**



AFRICAINES

Nigeria

Des dizaines de parlementaires quittent le parti au pouvoir avant la présidentielle

Des dizaines de parlementaires nigériens ont quitté mardi le parti du président Muhammadu Buhari pour rejoindre l'opposition, dans un contexte de graves dissensions internes à un peu plus de six mois de la présidentielle.



Le Congrès des progressistes (APC, au pouvoir), était jusque-là considéré en position de force pour remporter les élections générales prévues en février 2019.

Mais le chef de l'Etat, qui compte briguer un second mandat de quatre ans, vient d'essayer un revers cuisant à l'approche des primaires de son parti en août, avec la défection de dizaines de parlementaires de son propre camp.

Quatorze sénateurs et 37 membres de la Chambre des représentants ont fait défection lors des dernières séances plénières avant les vacances parlementaires dans la capitale fédérale Abuja, a constaté l'AFP.

L'immense majorité d'entre eux, dénonçant un mode de gouvernance autoritaire et l'impuissance du pouvoir à endiguer les violences qui se propagent depuis des mois dans le pays, ont rejoint le principal parti d'opposi-

tion, le Parti démocratique populaire (PDP).

Le président du Sénat Bukola Saraki, dont les divergences avec le président Buhari sont notoires bien qu'il soit toujours officiellement membre de l'APC, a ironisé mardi, disant que les transfuges avaient "décampé".

La liste des sénateurs ayant rejoint l'opposition inclut Rabiu Kwankwaso, un ancien gouverneur de l'Etat de Kano très influent, qui a été pressenti comme un candidat potentiel pour la présidentielle de 2019.

M. Kwankwaso ne s'est pas encore exprimé sur la question, mais il pourrait devenir un rival de poids au sein du PDP face à l'ancien vice-président Atiku Abubakar, qui a lui aussi quitté l'APC l'an dernier et ne cache pas ses ambitions présidentielles.

Dans un communiqué, le président Buhari a affirmé son "total engagement aux valeurs de la démocratie", demandant à ses partisans de ne "pas désespérer"

et promettant que "le parti n'en subira aucun tort ou préjudice".

De son côté, le secrétaire national du PDP, Kola Ologbondinyan, a salué les défections comme "un bon développement pour notre culture démocratique", accusant le chef de l'Etat d'"intimider" et de "harceler" l'opposition.

M. Buhari, ancien général de 75 ans qui dirigea la junte militaire au pouvoir dans les années 80, s'est fait élire en 2015, se décrivant comme un "démocrate converti".

Il bénéficie d'un fort soutien populaire dans le Nord majoritairement musulman, dont il est issu, et de sa position de président en exercice, dans un pays où la victoire revient traditionnellement au sortant après un premier mandat.

Mais de nombreuses voix s'élèvent depuis des mois contre l'inefficacité de sa lutte contre la corruption et les difficultés quotidiennes rencontrées par la majo-

rité des Nigériens, après une grave récession économique en 2016.

Il est également très critiqué pour son incapacité à rétablir l'ordre, alors que le Nigeria est confronté à des conflits multiples, entre violences agro-pastorales dans le centre, insurrection jihadiste dans le Nord-Est et groupes rebelles dans le Sud pétrolier.

Début juillet, plus de 30 partis dont le PDP ont formé une alliance contre la candidature du chef de l'Etat à sa propre succession.

Dans le même temps, un groupe dissident a lancé un nouveau mouvement - l'APC réformé (rAPC) - au sein du parti au pouvoir, dénonçant "la catastrophe monumentale" qu'a été la présidence Buhari depuis 2015.

Les rumeurs de défections massives couraient depuis des semaines, sur fond de rivalités persistantes entre l'exécutif et les législateurs, qui ont dénoncé à plusieurs reprises une "chasse aux sorcières" ciblant les opposants présumés.

De nombreux responsables politiques visés par la justice pour corruption appartiennent au PDP.

M. Saraki, qui avait quitté le PDP pour l'APC avant la présidentielle de 2015, est soupçonné d'être à l'origine du rAPC et des ralliements massifs à l'opposition.

La Cour suprême du Nigeria a levé récemment des accusations de corruption qui pesaient contre lui au terme d'une longue bataille judiciaire.

Mais le président du Sénat était convoqué mardi par la police nigérienne, accusé d'avoir commandité une série de braquages de banques dans son fief politique, l'Etat de Kwara, en avril dernier.

Lundi soir, M. Saraki a dénoncé un "stratagème" pour empêcher les défections imminentes de parlementaires et mardi matin, les forces de police ont encerclé sa résidence à Abuja.

AFP

Zimbabwe L'ONU dénonce des "intimidations" d'électeurs

Les Nations unies ont dénoncé mardi des "intimidations" et des "menaces de violences et de harcèlement" d'électeurs avant les scrutins présidentiel et législatifs du 30 juillet au Zimbabwe, les premiers depuis la chute de Robert Mugabe en novembre.

"Nous restons inquiets du nombre croissant d'informations reçues, en particulier dans les zones rurales, concernant les intimidations d'électeurs, des menaces de violence, de harcèlement et de coercition, notamment de la part de personnes contraintes d'assister à des meetings politiques", a indiqué le Haut-commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme.

Dans un communiqué, l'ONU a aussi dénoncé "l'usage inquiétant de propos désobligeants à l'égard de candidates femmes".

Elle a appelé "les autorités, les partis politiques et leurs partisans" à s'assurer que "les élections ne soient pas entachées de tels actes afin que tous les Zimbabwéens puissent participer, sans peur, à un processus électoral crédible".

Le Haut Commissariat a toutefois salué "l'élargissement de l'espace démocratique au Zimbabwe", notamment la tenue à Harare de manifestations pacifiques et de meetings politiques.

Sous le règne de M. Mugabe, les élections ont été systématiquement entachées de fraudes et de violences visant les partis d'opposition et leurs partisans.

Mais son successeur, Emmerson Mnangagwa, lui aussi membre de la Zanu-PF au pouvoir depuis 1980, a promis des élections libres et justes. Il a également accepté la présence d'observateurs de l'Union européenne, du Commonwealth et d'organisations américaines, une première en seize ans.

L'opposition, victime des coups de force et des tricheries sous l'ère Mugabe, reste toutefois très méfiante.

Emmerson Mnangagwa est donné favori, mais son avance se réduit à l'approche de la présidentielle, où il est crédité de 40% des suffrages contre 37% pour son principal rival Nelson Chamisa, selon un sondage publié vendredi par le groupe Afrobarometer.

AFP

Niger

Prison avec sursis contre des figures de la société civile

La justice nigérienne a condamné mardi à trois mois de prison avec sursis quatre figures majeures de la société civile détenues depuis mars, après une manifestation interdite, a rapporté un de leurs avocats.

"Les principaux acteurs de la société civile (Ali Idrissa, Moussa Tchangari, Nouhou Arzika et Me Abourahmane Lirwana) sont condamnés à trois mois de prison assortis de sursis", a déclaré à la presse Me Boudal Effred Mouloul.

Le ministère public avait requis trois ans de prison ferme contre eux.

Après avoir déjà passé trois

mois en prison, "ils vont tous sortir libres aujourd'hui et regagneront leur famille", a assuré Me Effred Mouloul.

Cependant selon une source judiciaire, Me Lirwana devra rester en prison après avoir été condamné lundi à deux ans de prison dont un avec sursis pour "outrage à magistrat" lors du procès.

Amnesty International a qualifié d'"encourageante" la décision du tribunal. Mais les quatre hommes "n'auraient jamais dû être arrêtés". "C'était un procès politique", a régi l'organisation de défense des droits de l'homme dans un communiqué.

Me Effred Mouloul a regretté que d'autres prévenus jugés avec les activistes aient été "condamnés à un an dont six mois assortis de sursis". Deux autres sont relaxés "pour insuffisance de preuves", ont affirmé leurs proches.

Au total 24 personnes ont comparu le 11 juillet pour "organisation et participation à une marche interdite" et "complicité de dégradations de biens publics et privés", selon leur avocats.

Toutes avaient été arrêtées le 25 mars après des heurts à Niamey entre les forces de l'ordre et des manifestants qui voulaient braver l'interdiction par les autori-

tés d'une manifestation contre la loi de finances 2018 qu'ils jugent "antisociale". Deux autres activistes arrêtés et écroués le 15 avril dans des circonstances similaires attendent d'être jugés.

Entre octobre 2017 et mars 2018, un collectif de la société civile, de l'opposition politique et de quelques syndicats ont organisé des manifestations pour demander "l'abrogation" de la loi de finances. Les protestataires reprochent au gouvernement d'avoir créé de nouvelles taxes et de nouveaux impôts et surtout d'avoir "accordé des cadeaux fiscaux d'une vingtaine de milliards de francs CFA" (une trentaine de

millions d'euros) aux compagnies de téléphonie.

En avril, le président nigérien Mahamadou Issoufou avait estimé que la loi de finances "répondait aux aspirations du peuple nigérien" et que sa contestation par "une minorité", devait "s'exercer dans le cadre des lois en vigueur". La fronde s'est estompée depuis l'arrestation de ses principaux meneurs.

Pour Amnesty, les autorités nigériennes doivent "mettre fin à la répression" et "libérer immédiatement les autres défenseurs des droits humains emprisonnés depuis près de quatre mois".

AFP

Trump élu par la Russie ?

La démente de masse dans l'establishment occidental



Par où commencer pour analyser la folie des médias grand public en réaction à la réunion Trump-Putin à Helsinki ? En se concentrant sur l'individu, la psychologie a négligé le problème de la folie de masse, qui a maintenant submergé l'establishment américain, ses médias et la plupart de ses filiales européennes. Les individus peuvent être sains d'esprit, mais en tant que troupeau, ils sont prêts à sauter de la falaise.

Par Diana Johnstone

Depuis deux ans, un certain groupe de pouvoir cherche à expliquer sa perte de pouvoir – ou plutôt sa perte de la Présidence, puisqu'il détient encore une prédominance de pouvoir institutionnel – par la création d'un mythe. Les médias grand public sont connus pour leur comportement grégaire et, dans ce cas, les rédacteurs en chef, les commentateurs et les journalistes se sont convaincus d'une histoire qu'au départ ils ne pouvaient guère prendre au sérieux.

Donald Trump a été élu par la Russie ? À première vue, c'est grotesque. D'accord, les États-Unis peuvent réussir à truquer des élections au Honduras, ou en Serbie, ou même en Ukraine, mais les États-Unis sont un peu trop grands et complexes pour laisser le choix de la présidence à un barrage de messages électroniques totalement ignorés par la plupart des électeurs. Si tel était le cas, la Russie n'aurait pas besoin d'essayer de « saper notre démocratie ». Cela signifierait que notre

démocratie était déjà minée, en lambeaux, morte. Un cadavre debout prêt à être renversé par un tweet.

Même si, comme on le prétend sans preuve, une armée de bots russes (encore plus grande que la fameuse armée de bots israélienne) assiégeait les médias sociaux avec ses calomnies contre Hillary Clinton, cela ne pouvait déterminer le résultat d'une élection que dans un environnement de vide, sans aucune autre influence sur le terrain. Mais il s'est passé beaucoup d'autres choses lors de l'élection de 2016, certaines pour Trump et d'autres pour Hillary, et Hillary elle-même a marqué un but décisif contre son camp en dénigrant des millions d'Américains comme « déplorables » parce qu'ils n'entraient pas dans sa clientèle électorale identitaire.

Les Russes n'ont rien pu faire pour faire aimer Trump, et il n'y a pas le moindre indice qu'ils aient essayé. Il est possible que des Russes ont peut-être fait quelque chose pour nuire à Hillary, parce qu'il y avait vraiment de quoi : les courriels de serveurs privés, la fondation Clinton, le meurtre de Moammar Gaddafi, l'appel pour une zone d'interdiction de vol en Syrie (qui impliquait un conflit direct avec l'aviation russe) ... ils n'avaient rien à inventer. Tout était là. Il en était de même pour les entourloupes du Comité national démocrate (DNC), sur lequel se concentraient les accusations d'ingérence russe qui aurait fait perdre la Clinton. En effet, obsession avec le DNC sert à faire oublier des choses bien pires.

Quand on y pense, le scandale du DNC s'est concentré sur Debbie Wasserman Schultz, et non sur Hillary elle-même. Les cris sur le « piratage du DNC par les Russes » ont détourné l'attention des accusations beaucoup plus graves contre Hillary Clinton. Les partisans de Bernie Sanders n'avaient pas besoin de ces « révélations »

pour cesser d'aimer Hillary ou même pour découvrir que le DNC travaillait contre Bernie. Cela était toujours parfaitement évident. Ainsi, au pire, les « Russes » sont accusés de révéler des faits relativement mineurs concernant la campagne Hillary Clinton. La belle affaire.

Mais c'est suffisant, après deux ans de faux-semblants, pour envoyer l'establishment dans une frénésie d'accusations de « trahison » lorsque Trump fait ce qu'il a dit qu'il ferait pendant sa campagne, à savoir essayer de normaliser les relations avec la Russie.

Cette hystérie ne vient pas seulement du courant dominant américain, mais aussi de l'élite européenne qui a été bien dressée pendant soixante-dix ans en tant que caniches, teckels ou corgis obéissants dans la ménagerie américaine, par le biais d'un contrôle intense par les associations américaines de « coopération » transatlantique. Ils ont fondé leur carrière sur l'illusion de partager l'empire mondial en suivant les caprices des États-Unis au Moyen-Orient et en transformant la mission de leurs forces armées de la défense en unités d'intervention étrangères de l'Otan sous commandement américain. N'ayant pas réfléchi sérieusement aux implications de cette situation depuis plus d'un demi-siècle, ils paniquent à l'idée d'être abandonnés à leur sort.

L'élite occidentale souffre maintenant de démente auto-infligée.

Donald Trump est tout sauf éloquent, maniant la langue avec un vocabulaire restreint et répétitif, mais ce qu'il a dit lors de sa conférence de presse à Helsinki était honnête et même courageux. Avec toute la meute à ses trousses, il a refusé et à juste titre de cautionner les « constatations » des services de renseignement américains, quatorze ans après que ces mêmes services « ont constaté » que l'Irak regorgeait d'armes de

destruction massive. Que pouvait-il faire d'autre ?

Mais pour les médias grand public, « l'histoire » au sommet d'Helsinki, la seule qu'il fallait raconter au public, était la réaction de Trump à l'accusation d'ingérence russe dans notre démocratie. Avez-vous été élu ou non grâce à des pirates russes ? Tout ce qu'ils voulaient, c'était une réponse par oui ou par non. La réponse ne pouvait pas être oui. Alors ils ont pu rédiger leurs articles à l'avance.

Quiconque a fréquenté les journalistes grand public, en particulier ceux qui couvrent les « grands sujets » sur les affaires internationales, est conscient de leur conformisme obligatoire, à quelques exceptions près. Pour obtenir l'emploi, il faut avoir des « sources » importantes, c'est-à-dire de bonnes relations avec des porte-parole du gouvernement qui sont prêts à vous dire ce qu'est « l'histoire », souvent sans être identifiés. Une fois que les journalistes savent ce qu'est « l'histoire », la concurrence s'installe : la concurrence sur la façon de la raconter. Cela conduit à une escalade de rhétorique, de variations sur le thème : « Le Président a trahi notre grand pays à l'ennemi russe. Trahison ! »

Ce refrain démentiel sur le « piratage russe » a empêché les médias grand public de faire leur travail. Sans même mentionner, et encore moins analyser, les vrais enjeux du sommet. Pour trouver une analyse, il faut aller en ligne, loin des fausses nouvelles officielles, vers des reportages indépendants. Par exemple, le site « The Moon of Alabama » offre une interprétation intelligente (VF – NdR) de la stratégie Trump, qui sonne infiniment plus plausible que « l'histoire ». Bref, Trump tente d'éloigner la Russie de la Chine, dans une version inver-





sée de la stratégie de Kissinger il y a quarante ans pour éloigner la Chine de la Russie, évitant ainsi une alliance continentale contre les Etats-Unis. Cela risque fort de ne pas fonctionner parce que les États-Unis se sont montrés si peu dignes de confiance que les Russes prudents sont très peu susceptibles d'abandonner leur alliance avec la Chine pour du vent. Mais c'est tout à fait logique en tant qu'explication de la politique de Trump, contrairement à ce que nous avons entendu de la part des sénateurs et commentateurs sur CNN.

Ces gens ne semblent avoir aucune idée de ce qu'est la diplomatie. Ils ne peuvent pas concevoir des accords qui seraient bénéfiques pour les deux parties. Non, ça doit être un jeu à somme nulle, le gagnant prend tout. S'ils gagnent, nous perdons, et vice versa. De plus, ils n'ont aucune idée du tort causé aux deux parties si elles n'arrivent pas à trouver un accord. Ils n'ont pas de projet, pas de stratégie. Ils détestent Trump, point.

Celui-ci semble totalement isolé, et tous les matins je regarde les nouvelles pour vérifier s'il a été assassiné.

Pour nos moralistes manichéens, il est inimaginable que Poutine soit aussi sous le feu des tirs chez lui pour n'avoir pas reproché au président des États-Unis les violations des droits de l'homme à Guantanamo, les frappes de drones meurtrières contre des citoyens sans défense dans tout le Moyen-Orient, la destruction de la Libye en violation du mandat de l'ONU, l'ingérence dans les élections d'innombrables pays par des « organisations non gouvernementales » financées par le gouvernement (la National Endowment of Democracy), l'espionnage électronique mondial, les invasions de l'Irak et de l'Afghanistan, sans parler de la plus grande population carcérale du monde et des massacres réguliers d'écoliers. Mais les diplomates russes savent être polis.

Cependant, si Trump réussit à faire un « deal », il peut y avoir des perdants – pas les Etats-Unis, ni la Russie, mais des tiers. Lorsque deux grandes puissances s'entendent, c'est souvent aux dépens de quelqu'un d'autre. Les Européens de l'Ouest ont peur que ce soit à leur dépens, mais ces craintes sont sans fondement. Tout ce que Poutine veut, ce sont des relations normales avec l'Occident, ce qui n'est pas grand-chose à demander. Au contraire, le candidat en tête de liste pour payer le prix sont les Palestiniens, ou même l'Iran, de manière marginale. Lors de la conférence de presse, interrogé sur les domaines possibles de coopération entre les deux puissances nucléaires, Trump a suggéré que les deux pourraient convenir d'aider Israël :

« Nous avons parlé avec Bibi



Netanyahu. Ils aimeraient faire certaines choses à l'égard de la Syrie, en ce qui concerne la sécurité d'Israël. À cet égard, nous aimerions absolument travailler pour aider Israël. Israël travaillera avec nous. Ainsi, les deux pays travailleraient ensemble. »

En termes politiques, Trump sait où se trouve le pouvoir politique et compte sur l'influence du lobby pro-Israélien, qui reconnaît la défaite en Syrie et l'influence croissante de la Russie, pour se sauver des impérialistes libéraux – un pari audacieux, mais il n'a pas beaucoup de choix.

Sur un autre sujet, Trump a dit que « nos militaires » s'entendent avec les Russes « mieux que nos politiciens ». Il s'agit d'un autre pari audacieux, sur le réalisme militaire qui pourrait en quelque sorte neutraliser le

complexe militaro-industriel-congressional qui fait pression pour obtenir de plus en plus d'armes.

En bref, la seule chance de mettre fin à la menace de guerre nucléaire peut dépendre du soutien d'Israël et du Pentagone à Trump !

Les globalistes néolibéraux hystériques semblent avoir exclu toute autre possibilité – et peut-être même celle-ci. « Le dialogue constructif entre les Etats-Unis et la Russie offre l'opportunité d'ouvrir de nouvelles voies vers la paix et la stabilité dans notre monde » a déclaré Trump « Je préfère prendre un risque politique dans la poursuite de la paix plutôt que de risquer la paix dans la poursuite de la politique » .

C'est plus que ce que ses ennemis politiques peuvent prétendre.

Diana Johnstone

La réponse guerrière à la négociation

■ « Vous avez attaqué notre démocratie. Vos dénégations de joueurs de hasard invétérés ne nous intéressent pas. Si vous insistez dans cette attitude, nous la considérerons comme un acte de guerre » : voilà ce que Trump aurait dû dire à Poutine au Sommet d'Helsinki. C'est ce que soutient dans La Repubblica Thomas Friedman, éditorialiste célèbre du New York Times, accusant le président russe d'avoir « attaqué l'Otan, pilier fondamental pour la sécurité internationale, déstabilisé l'Europe et bombardé des milliers de réfugiés syriens en les faisant se réfugier en Europe ». Il accuse ensuite le président des États-Unis d'avoir « répudié le serment sur la Constitution » et d'être « un membre du renseignement russe » ou de vouloir en jouer le rôle. Ce que Friedman exprime en termes provocateurs est la position d'un puissant front intérieur et international (dont le New York Times est un des principaux porte-parole) opposé à la négociation USA-Russie, qui devrait se poursuivre avec l'invitation de Poutine à la Maison Blanche. Mais il y a une différence substantielle. Tandis que la négociation n'a pas encore produit de faits, l'opposition à la négociation s'exprime non seulement en paroles mais surtout avec les faits.

Rendant vain le climat de détente du Sommet d'Helsinki, le système guerrier planétaire des États-Unis est en train d'intensifier les préparatifs de guerre de l'Atlantique au Pacifique.

Après qu'a débarqué à Anvers une brigade blindée USA avec une centaine de chars d'assaut et un millier de véhicules militaires, est arrivée à Rotterdam une brigade aérienne USA avec 60 hélicoptères d'attaque. Ces forces et d'autres, toutes USA/Otan, sont déployées au bord du territoire russe, dans le cadre de l'opération Atlantic Resolve, lancée en 2014 contre l'"agression russe". En fonction anti-russe, la Pologne a requis la présence permanente d'une unité blindée USA sur son propre territoire, en offrant de payer 1,5-2 milliards de dollars par an.

En même temps l'Otan intensifie l'entraînement et armement de troupes en Géorgie et Ukraine, candidates à devenir membres de l'Alliance aux frontières de la Russie.

Pendant ce temps le Congrès USA reçoit avec tous les honneurs Adry Parubiy, fondateur du parti national-social (sur le modèle du Parti national-socialiste d'Adolf Hitler), chef des formations paramilitaires néonazies employées par l'Otan dans le putsch de Place Maïdan.

Le commandement Otan de Lago Patria (Jfc Naples) -sous les ordres de l'amiral étasunien James Foggo qui commande aussi les Forces navales USA en Europe et celles pour l'Afrique- est en pleine activité pour organiser le grand exercice Trident Juncture 18, auquel participeront 40 000 militaires, 130 avions et 70 navires de plus de 30 pays. Y compris Suède et Finlande, partenaires Otan. L'exercice, qui se déroulera en octobre en Norvège et dans les mers adjacentes, simulera un scénario de « défense collective » évidemment contre l'"agression russe". Dans le Pacifique, est en tain de se dérouler du 27 juin au 2 août le grand exercice naval Rimpac 2018 -organisé et dirigé par le UsIndoPacom, le Commandement USA qui couvre les océans Indien et Pacifique- avec la participation de 25 000 marins et marines, plus de 50 navires et 200 avions de guerre. L'exercice -auquel participent aussi France, Allemagne et Grande-Bretagne- est clairement dirigé contre la Chine, que l'amiral Phil Davidson, commandant du UsIndoPacom, définit comme une « grande puissance rivale qui mine l'ordre international pour réduire l'accès des USA à la région et devenir hégémonique ». Quand Trump rencontrera le président chinois Xi Jinping, Friedman l'accusera de connivence non seulement avec l'ennemi russe mais aussi avec l'ennemi chinois.

Manlio Dinucci

" Attaques acoustiques "

Des diplomates américains en mission à Cuba



■ Des responsables américains de haut niveau se sont rendus à Cuba après deux nouvelles mystérieuses «attaques acoustiques» signalées en juin contre des diplo-

mates de l'ambassade des Etats-Unis à La Havane, a indiqué à l'AFP une source officielle.

Au total, depuis fin 2016, 26 diplomates

américains ont manifesté des symptômes similaires, ressentis après une commotion ou un léger traumatisme cérébral: maux de tête, vertiges, acouphènes, troubles cognitifs ou de vision, pertes d'ouïe ainsi que des cas d'insomnie et d'épuisement.

«Francisco Palmieri, secrétaire d'État adjoint aux Affaires de l'hémisphère occidental, William Todd, secrétaire adjoint à l'Administration, et Michael Evanoff, secrétaire adjoint à la Sécurité diplomatique, se sont rendus à La Havane pour rendre visite au personnel de l'ambassade à la lumière des nouvelles attaques contre les diplomates américains à l'ambassade», a déclaré un porte-parole du département d'État.

«Le voyage a été l'occasion pour nos hauts responsables de mieux comprendre les défis posés par ces attaques et leur impact sur les opérations américaines sur le terrain», a ajouté le porte-parole, sans préciser la date et la durée du voyage sur l'île.

Les responsables ont quitté La Havane mardi après-midi, selon la chaîne américaine CBS qui avait donné en premier, en août 2017, des informations sur les symptômes affectant les diplomates.

Selon Washington, il s'agit de pertes d'audition, troubles cognitifs et du sommeil

qui auraient été provoqués par des attaques d'origine inconnue. Ces incidents ont été qualifiés d'«attaques acoustiques».

Le 28 juin, la porte-parole du département d'Etat américain, Heather Nauert, avait déclaré qu'après une évaluation médicale complète», il a été conclu que deux autres fonctionnaires ont subi des effets sur la santé similaires à ceux signalés par 24 autres membres de la communauté diplomatique américaine à La Havane.

Les services de renseignement et les experts médicaux américains enquêtent depuis plus d'un an et ne semblent pas près d'en identifier la cause.

Cuba a toujours rejeté toute implication dans ces incidents. «Nous pouvons confirmer que nous n'avons aucune hypothèse crédible ou explication scientifique justifiant les mesures de rétorsion américaines», a déclaré le 10 juin le ministère cubain des Affaires étrangères.

Ces «attaques» ont encore refroidi des relations déjà glaciales entre Washington et La Havane, les Américains reprochant aux autorités cubaines de ne pas avoir garanti la sécurité de leurs diplomates. Les Etats-Unis ont depuis réduit de moitié leur présence diplomatique à Cuba. **AFP**

Espace

La Lune et Mars se donnent en spectacle vendredi

Le spectacle sera dans le ciel vendredi, avec la plus longue éclipse totale de Lune du XXI^e siècle qui fera rougir notre satellite tandis que Mars, quasiment au plus près de la Terre, brillera tout particulièrement.

«**C'**est une conjonction de phénomènes rare et intéressante», déclare à l'AFP Pascal Descamps, astronome à l'Institut de mécanique céleste et de calcul des éphémérides (IMCCE) au sein de l'Observatoire de Paris-PSL.

«La Lune devrait prendre une teinte rougeâtre, un peu cuivrée et Mars, surnommée la «planète rouge», sera à côté, très brillante, avec une teinte légèrement orangée», ajoute-t-il.

Le show pourra se découvrir à l'œil nu, sans aucun danger. Jumelles, lunettes et télescopes permettront d'en profiter encore plus.

L'éclipse ne sera visible, partiellement ou totalement, que dans une moitié du monde. Elle pourra être observée depuis l'Afrique, l'Europe, l'Asie, l'Australie.

Mais c'est l'est de l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Inde qui seront les mieux lotis pour profiter pleinement du spectacle.

La France métropolitaine ne verra que la fin de l'éclipse, le sud du pays étant mieux placé que Paris.

C'est à La Réunion que les Français verront le mieux l'événement, la Lune étant, qui plus est, très haut dans le ciel, alors qu'à Paris, elle sera assez basse.

Pour qu'une éclipse de Lune se produise, il faut qu'il y ait un alignement quasi parfait du Soleil, de la Terre et de la Lune.

Notre planète, se trouvant entre notre étoile et la Lune, projette alors son ombre sur son satellite naturel.

Vendredi, la Lune, qui sera pleine, va rentrer peu à peu dans la pénombre, puis dans l'ombre pour se retrouver totalement dans l'ombre, avant d'en sortir progressivement.

Le phénomène complet (y compris la phase de pénombre, imperceptible à l'œil nu) commencera à 17h14 GMT (19h14 heure de Paris) et s'achèvera à 23h28 GMT (01h28 heure de Paris).

Le spectacle commencera vraiment à 18H24 GMT (20H24 heure française), la



Lune donnant l'impression d'être peu à peu grignotée par l'ombre.

Le moment le plus captivant de l'éclipse, lorsque la Lune sera complètement dans le cône d'ombre projeté par la Terre, débutera à 19H30 GMT (21h30 heure française) et se terminera à 21h13 GMT (23h13 heure française).

Cette phase dite de «totalité» durera 1 heure 43 minutes (103 minutes), ce qui en fera la plus longue éclipse de Lune du XXI^e siècle.

«Mini Lune»

«C'est une réplique de l'éclipse du 16 juillet 2000, qui avait duré 1 heure 46 minutes, devenant la plus longue éclipse de Lune du XXI^e siècle (qui s'est achevée le 31 décembre 2000), relève Pascal Descamps.

Il s'agira de la deuxième éclipse totale de Lune de 2018, la première ayant eu lieu le 31 janvier (elle n'était pas visible en France). Il s'agissait d'une «super Lune», car notre satellite avait une taille apparente particulièrement importante.

Celle de lundi sera une «mini-Lune»: notre compagnon sera pratiquement au

plus loin de la Terre et sa taille apparente sera plus petite. Il mettra donc plus de temps à traverser le cône d'ombre.

Privée des rayons du Soleil, la Lune va s'assombrir et prendre une teinte rouge. Cette couleur s'explique par le fait que l'atmosphère terrestre dévie les rayons rouges de la lumière solaire vers l'intérieur du cône d'ombre. La Lune peut alors les refléter.

Suivant les conditions de l'atmosphère, et notamment la pollution, la Lune pourra être d'un gris rouge très sombre. Ou bien prendre une teinte rouge plus intense si l'atmosphère est sans poussières.

L'autre héroïne de la nuit sera la planète Mars, qui ne sera qu'à 57,6 millions de kilomètres de la Terre (le minimum de distance sera atteint le 31 juillet).

Cela fait 15 ans que son diamètre apparent n'a pas été aussi grand. Et il faudra attendre 2035 pour revoir la planète rouge d'aussi près. A l'œil nu, on verra seulement un point brillant mais avec une lunette ou un télescope, il sera possible de l'observer dans les détails.

AFP

De crainte de sanctions American Airlines, Delta font disparaître Taiwan de leurs sites internet

■ American Airlines Group et Delta Air Lines ont modifié leurs sites internet pour retirer toute référence à Taiwan, et United Airlines devrait en faire autant pour éviter de s'exposer à des sanctions de la Chine. Les sites de réservation d'American Airlines et de Delta ne proposent plus que le seul nom de la capitale Taipei et le code de son aéroport. En avril, Pékin a exigé que les firmes étrangères, en premier lieu les compagnies aériennes, ne mentionnent plus Taiwan comme un territoire non chinois sur leurs sites internet d'ici le 25 juillet, une mesure qualifiée d'«absurdité orwellienne» le mois suivant par la Maison blanche.

La Chine a rejeté le mois dernier des demandes américaines de pourparlers sur ce dossier, ajoutant à l'escalade des tensions commerciales entre Pékin et Washington.

«Comme d'autres compagnies américaines, American a effectué des changements pour se conformer à la demande chinoise», a déclaré mardi soir Shannon Gilson, porte-parole d'American Airlines. «Le transport aérien est mondial par essence et nous respectons les règles des pays où nous opérons.»

Hawaiian Airlines a aussi modifié son site internet où l'on trouve maintenant «Taipei, Taipei» dans le menu déroulant des destinations. United Airlines en revanche n'avait pas encore procédé au changement mercredi matin.

Jointes mardi soir, le département d'Etat et la Maison blanche n'ont pas souhaité faire de commentaire. Hors des Etats-Unis, de nombreuses compagnies, parmi lesquelles Air Canada, Lufthansa ou British Airways ont également modifié leurs sites internet à la suite d'un courrier adressé à 36 transporteurs par l'administration chinoise de l'aviation civile.

Reuters

Laos

Dix-neuf morts après la rupture d'un barrage

■ Dix-neuf personnes sont mortes après l'effondrement lundi d'un barrage hydroélectrique en construction dans la province d'Attapeu au Laos, dans le sud-est du pays, rapporte la presse locale mercredi. Selon le Vientiane Times, qui cite le gouverneur du district de San Sai, Bounhom Phommassane, 2.851 personnes ont déjà été sauvées et plus de 3.000 autres ont encore besoin d'être secourues. La rupture du barrage s'est produite à 20h00 lundi libérant quelque cinq milliards de mètres cubes d'eau. L'effondrement de l'édifice a été provoqué par des pluies torrentielles et s'est traduit par une brusque montée des eaux qui ont emporté des habitations dans le district de San Sai.

Reuters

Brexit

Berlin presse Londres d'aller plus vite

■ Le gouvernement britannique doit effectuer des avancées dans les négociations sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, et notamment sur la question de la frontière irlandaise, a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères. «Pour que (le Brexit) se fasse de la manière la plus ordonnée possible, le gouvernement britannique doit accélérer», dit Heiko Maas dans un entretien donné aux journaux du groupe Funke et publié mercredi.

«D'une part sur la question de la frontière irlandaise et d'autre part sur le marché commun, question pour laquelle la Grande-Bretagne ne peut pas choisir des dispositions à la carte», a-t-il ajouté.

La Première ministre britannique, Theresa May, conduira désormais les négociations sur les modalités de la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, a annoncé mardi dans un communiqué le 10, Downing Street. Selon le ministre chargé du Brexit, il sera difficile de sceller un accord complet d'ici à mars 2019. Dominic Raab s'est toutefois dit prêt à relever le défi. «Nous ne nous laisserons pas mettre sous pression» malgré la contrainte du temps, a déclaré Heiko Maas. «Nous n'accepterons aucun accord qui se ferait au détriment de l'Europe», a-t-il ajouté.

Reuters

Mexique

11.000 assassinats en six mois liés au trafic de drogue

Plus de 11.000 assassinats ont été comptabilisés au premier semestre de l'année 2018 au Mexique, selon une ONG qui incrimine les trafiquants de drogue qui en sont à l'origine de l'immense majorité.

«L'année dernière a été très mauvaise mais cette année est pire», a déploré lors d'une conférence de presse Santiago Roel, fondateur de l'organisation Semuforo Delictivo, qui mène des études de sécurité publique, en comparant les chiffres du gouvernement avec des enquêtes en ligne et des données de consultants.

«Entre janvier et juin 2018, un total de 15.973 homicides volontaires ont été perpétrés au Mexique, contre 13.503 au premier semestre 2017», selon le ministère de l'Intérieur qui ne précise cependant pas combien sont liés au crime organisé.

Sur ces quelque 16.000 homicides, les tueurs à gage payés par les trafiquants

de drogue ont exécuté 11.241 personnes, selon l'étude de l'ONG.

«Au premier semestre 2018, 13.738 enquêtes pour homicide avaient été ouvertes. Cela représente une hausse de 28% par rapport à la même période l'année dernière, au cours de laquelle 8.791 assassinats ont été enregistrés», a expliqué Roel, soulignant qu'il s'agit d'un «record historique». «Tout ce bain de sang, tous ces homicides sont liés à la drogue (...) à des conflits entre les mafias de la drogue» qui se disputent le territoire, a affirmé M. Roel. Selon lui, ils n'ont pas de rapport avec d'autres types de crime organisé comme les vols de carburant, les kidnappings, le trafic de personnes ou l'extorsion. L'Etat de Guanajuato (centre), où se trouvent de nombreuses entreprises manufacturières mexicaines très orientées vers l'exportation, et connue comme l'une des destinations favorites des touristes, est devenu la

région où le trafic de drogue a été le plus meurtrier, avec 1.241 homicides entre janvier et juin, selon Semuforo Delictivo.

Viennent ensuite l'état touristique de Basse-Californie (nord-ouest), Guerrero (sud), Michoacán (ouest) et Veracruz (est). Des cartels tels que Jalisco nouvelle génération, Sinaloa et Los Zetas opèrent dans l'Etat de Guanajuato, où de nombreux policiers ont récemment été assassinés.

Selon l'ONG, au cours du premier semestre 2018, il y a eu une augmentation des homicides (15%) et des féminicides (11%), tandis que les enlèvements ont diminué (18%).

Depuis fin 2006, date à laquelle le gouvernement mexicain a lancé une opération militaire controversée de lutte contre le trafic de drogue, plus de 200.000 personnes ont été tuées au Mexique, selon les chiffres officiels.

H. M.

Lutte contre le Sida

La recherche contre la maladie piétine

Des revers dans la recherche médicale contre le sida et le VIH annoncés pendant la Conférence internationale d'Amsterdam prouvent que la route reste longue avant de trouver des traitements universellement efficaces.



La 22^e Conférence internationale sur le sida a été l'occasion, mardi, de confirmer les inquiétudes sur les dangers pour l'embryon d'un médicament anti-HIV par ailleurs prometteur, le dolutégravir. Quatre cas de malformation du tube neural, le système nerveux central de l'embryon, ont été recensés entre août 2014 et mai 2018 au Botswana au cours de l'examen de 426 femmes séropositives enceintes, qui avaient pris ce traitement avant d'attendre un bébé.

Ces malformations peuvent provoquer des difformités graves du cerveau ou des vertèbres, aboutissant fréquemment à ce que l'enfant soit mort-né. Cela revient à des malformations dans une grossesse sur 100, dix

fois plus que la normale, a expliqué Rebecca Zash, une chercheuse en santé publique à la Harvard TH Chan School.

Depuis mai, il n'y a pas eu de nouveau drame de ce type signalé, ce qui fait que l'on a au total dénombré quatre cas sur 596 grossesses. Mais cela reste «sept fois plus élevé que les autres groupes «de femmes enceintes et statistiquement significatif», a estimé le Dr Zash.

Le dolutégravir est un traitement anti-HIV relativement nouveau, avec moins d'effets secondaires que d'autres, et dont les promoteurs pensent qu'il générera moins de résistance à long terme.

Les pays aidés par le fonds américain Pefpar Aids étaient sur le point d'en faire

leur principal traitement antirétroviral, a souligné la présidente de la Société internationale sur le sida (IAS), Linda-Gail Bekker.

Preuves des attentes placées en lui, l'ONG Médecins sans frontières (MSF) a réclamé mardi un meilleur accès au dolutégravir dans sa version pédiatrique pour les enfants contaminés par le VIH.

En attendant des résultats plus définitifs, les organisations sanitaires publiques recommanderont que les séropositives ayant des projets de grossesse privilégient d'autres traitements. «C'est dur, mais je pense que nous devons attendre», a commenté le Dr Zash.

Un essai clinique pour extraire le VIH

des cellules humaines et l'éliminer a, par ailleurs, donné des résultats décevants. Les chercheurs ont testé différents traitements, en plus des antirétroviraux qui doivent éviter aux séropositifs d'être malades du sida, chez 60 hommes.

Ces volontaires ont reçu des vaccins qui devaient apprendre au système immunitaire à reconnaître le VIH et des médicaments pour forcer les réservoirs dissimulant le virus à se révéler, dans l'espoir qu'ils soient attaqués. Mais l'état de santé de ces hommes n'a pas évolué différemment de celui des autres ne prenant que le traitement classique, a raconté une chercheuse de l'Imperial College de Londres, Sarah Fidler. Bien évidemment, l'effet global n'a pas été celui que nous espérons, a-t-elle dit aux journalistes. «Tous les résultats font avancer la connaissance même s'ils sont quelque peu décevants».

Pour les chercheurs, guérir les personnes atteintes par le VIH signifiera réduire ce virus responsable du sida à un état où il ne nuira plus à la santé des porteurs, qui se passeront ainsi de traitement, et où il ne pourra plus être transmis. «Guérir reste une des grandes priorités scientifiques», a rappelé Sharon Lewin, une immunologue de l'université de Melbourne (Australie). «Ce qu'on a appris au cours de la dernière décennie, c'est que ça va être un défi très compliqué pour la science», a-t-elle dit.

R. N.

Chine

Scandale de vaccins défectueux, 15 personnes en détention

La police chinoise a placé en détention 15 personnes dans le cadre d'un retentissant scandale de vaccins défectueux contre la rage, qui provoque un tollé dans l'opinion publique.

Le laboratoire pharmaceutique Changchun Changsheng a été forcé de stopper sa production après l'annonce par l'autorité de régulation des médicaments et des aliments (Cfda) qu'elle y avait découvert des données falsifiées au cours d'une inspection.

«15 personnes, dont la P-DG du laboratoire ont été arrêtés», a annoncé la police de la ville de Changchun (nord-est), où la compagnie a son siège.

Les autorités les soupçonnent «d'infractions pénales».

L'affaire jette le discrédit sur les autorités de régulation et attise la méfiance des consommateurs, déjà échaudés par plusieurs scandales alimentaires et sanitaires ces dernières années. Un grand nombre d'internautes ont exprimé leur colère sur les réseaux sociaux.

La Cfda a assuré la semaine dernière que les vaccins incriminés n'avaient pas quitté les usines de Changchun Changsheng.

Mais la firme a admis avoir écoulé un vaccin diphtérie-coqueluche-tétanos non conforme dans le passé.

Quelque 250 000 doses auraient ainsi été vendues dans la province du Shandong, l'an dernier.

Ce nouveau scandale pousse les parents inquiets à vouloir acheter des vaccins fabriqués à l'étranger.

Les autorités ont annoncé une série d'enquêtes et promis que des têtes allaient tomber.

Et le président Xi Jinping, depuis l'Afrique où il se trouve en déplacement, a dénoncé les pratiques «odieuses et choquantes» de la compagnie pharmaceutique incriminée.

R. T.

Congo

4 000 personnes souffrent de l'hépatite

Près de 4 000 personnes sont affectées par l'hépatite au Congo-Brazzaville, a indiqué mardi Mme Olufunmilayo Lesi, expert du groupe des maladies transmissibles au bureau régional Afrique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). «Au Congo, 4 000 personnes sont touchées par l'hépatite», a déclaré Mme Lesi

lors d'une conférence sur l'hépatite à Brazzaville. Selon elle, «l'hépatite virale est devenue une urgence de santé publique dans le monde». L'hépatite virale chronique est aujourd'hui la seconde cause de décès après la tuberculose. «L'épidémie d'hépatite virale B et C affecte 325 millions de personnes dans le monde, soit dix fois plus que

l'épidémie mondiale de VIH. En Afrique, l'hépatite virale chronique touche plus de 70 millions de personnes (60 millions souffrant d'hépatite B et 10 millions d'hépatite C)», a-t-elle précisé.

Bien qu'il existe cinq types d'hépatite virale (A, B, C, D et E), les hépatites chroniques B et C sont celles qui causent 95% des maladies du foie et des décès

prématurés liés à l'hépatite. Ils se propagent par les aliments et l'eau contaminés, et entraînent des infections aiguës.

La vaccination des enfants et l'amélioration de la sécurité des transfusions sanguines et des injections sont des interventions importantes pour la prévention de l'hépatite virale, a conseillé Mme Lesi.

R. T.

EHU d'Oran Création d'une entité spécialisée dans les soins palliatifs

L'Établissement hospitalo-universitaire 1^{er} Novembre d'Oran a mis en place une nouvelle entité spécialisée dans les soins palliatifs et de support pour soulager la douleur et améliorer le cadre de vie des malades, a-t-on appris, mardi, du directeur de cet établissement.

Les unités de soins palliatifs accueillent des patients atteints de maladies graves évolutives présentant des symptômes difficilement gérables en hospitalisation traditionnelle ou nécessitant un temps d'accompagnement important, a expliqué le Dr Mohamed Mansouri, dans une déclaration à l'APS.

«L'objectif des soins palliatifs est de soulager les douleurs physiques et les autres symptômes mais aussi de prendre en compte la souffrance psychologique», a-t-il ajouté, indiquant que les spécialités impliquées dans une première phase sont l'oncologie, la médecine interne et la réanimation médicale.

«L'entité pourrait ultérieurement faire participer d'autres spécialités dans le cadre de l'élargissement de ses missions», a souligné le Dr Mansouri.

Cette entité est composée de quatre unités, à savoir une unité d'hospitalisation classique, une unité hôpital de jour et HAD, une unité «prise en charge de la douleur», un bloc technique de mise en condition pour la réalisation des actes médicaux.

«Ces unités aux soins de support et de suppléance prennent en charge les symptômes découlant des maladies graves et évolutives et assurent l'accueil des consultations et urgences ainsi que la prise en charge psychologique, en collaboration avec la cellule d'écoute», a encore détaillé le directeur de l'EHU d'Oran.

H. K.

PAROLES DE FEMMES

«Si l'on change intérieurement, on ne doit pas continuer à vivre avec les mêmes objets.»
Anaïs Nin

FEMMES

Page animée par Tinhinan

ILS ONT DIT :

«Un changement en prépare un autre.»
Nicolas Machiavel

ACTU-FEMMES



MEGHAN MARKLE : CE QU'ELLE NE PEUT PAS FAIRE LORSQU'ELLE SÉJOURNE AVEC LA REINE

Plongée dans une nouvelle vie depuis sa rencontre avec le prince Harry, la duchesse de Sussex, Meghan Markle, doit désormais s'habituer aux règles strictes du protocole royal. En présence de la reine, certaines choses lui sont par exemple interdites.

En épousant le prince Harry, le 19 mai dernier au château de Windsor, l'ex-comédienne Meghan Markle a, à jamais, changé sa vie. Désormais appelée duchesse de Sussex, la mariée de 36 ans a dû peu à peu s'habituer à vivre avec une sécurité permanente autour d'elle, des admirateurs à chaque coin de rue et des photographes omniprésents. Cependant, l'un des aspects les plus contraignants de sa nouvelle vie, n'est autre que le fameux protocole entourant la famille royale. Meghan Markle doit d'y plier, qu'elle le veuille ou non.

Le protocole, Harry et William ont grandi avec. Il dicte entre autres la conduite des invités de la famille royale et rythme la vie des deux princes depuis leur plus tendre enfance. Désormais mariée à Harry, Meghan Markle doit donc apprendre à faire avec ces règles ancestrales, tout particulièrement lorsqu'elle se trouve en présence de la reine Elisabeth II. L'un des proches conseillers de la reine révèle en effet au journal britannique *The Sun* que le protocole royal va jusqu'à codifier le sommeil des personnes entourant la monarchie. Selon Sir William Heseltine, la soirée venue, personne n'est en droit d'aller se coucher tant que la reine ne s'est pas retirée dans sa chambre. Le secrétaire particulier assure, en effet, qu'il serait de très mauvais ton de céder à la fatigue avant la grand-mère des princes Harry et William.

Qu'elle soit fatiguée ou pas, Meghan Markle sait donc que lorsqu'elle loge chez la reine, ce n'est pas elle qui décide quand aller se coucher. Si cette obligation ne semble pour l'instant pas gêner la jeune mariée le moins du monde, cela n'a pas toujours été le cas pour tout le monde par le passé. Selon *Le Sun*, la princesse Diana aurait tout particulièrement souffert de cette règle. «Pour Diana, les longues soirées royales officielles étaient un calvaire», révèle Sir William Heseltine. A force, l'épouse du prince Charles avait ainsi pris l'habitude de s'excuser durant la soirée et d'aller se coucher. Une marque de plus du semblant d'indépendance qu'avait réussi à se forger la jeune femme au sein de la famille royale britannique.

PSYCHO

POURQUOI NOUS AVONS TANT BESOIN DE BEAUTÉ ?

Chaque fois que la beauté nous touche, nous réapprenons à nous écouter, à nous faire confiance. Chaque instant de plaisir esthétique nous redonne de l'estime pour nous-mêmes. Quand je trouve qu'un paysage, une mélodie sont beaux, c'est moi qui les trouve beaux ; je suis enfin libéré des diktats du «on», de la soumission aux prétendus critères objectifs. Le seul critère, c'est qu'il n'y en a pas ! Le seul critère, c'est mon émotion et ça fait un bien fou.

De même avec une robe, un rouge à lèvres... Etre vraiment sensible à leur beauté ne peut se réduire à l'influence de la mode ou des marques : la sensibilité à la beauté révèle toujours une liberté. En ce sens, la beauté n'est jamais superficielle, ou plutôt : le plaisir que la beauté nous donne révèle tou-

jours quelque chose de profond. D'autant que la beauté porte des valeurs, véhicule une idée de la vie. Les formes d'une silhouette, la coupe d'un vêtement... ne sont pas superficielles, mais autant de symboles d'une conception de l'existence. Etre sensible à la beauté, c'est vivre du sens sans même s'en rendre compte ; c'est être un corps intelligent.

Nous avons aussi besoin de la beauté pour nous découvrir plus complexes que nous ne le sommes, pour accueillir notre propre obscurité et cesser de la fuir. Souvent nous sentons qu'une mélodie offre à une part enfouie de nous-mêmes l'occasion de surgir, de s'exprimer soudain : dans l'émotion musicale, nous nous sentons enfin autorisés à être multiples, éclatés, contradictoires. Il était temps !



Mais finalement, que se passe-t-il d'autre lorsque vous changez de rouge à lèvres, en choisissez un plus sombre, ou plus pop : n'a-t-il pas alors le pouvoir de faire apparaître une part de vous-mêmes qui demeurerait cachée, en retrait, quelque chose de votre profondeur qui soudain accède à la lumière ? C'est le pouvoir de la beauté : elle révèle toujours, d'une manière ou d'une autre, la vérité.

CHEVEUX

CHANGEZ DE COIFFURE

Marre de votre tête et de vos cheveux emmêlés mais pas le temps d'attendre entre Miss blondasse et Mamie Permanente. Pourtant quand on veut... Encore faut-il avoir le temps, parce qu'entre un dégradé, des mèches ou un lissage, vous savez pertinemment que vous y passerez une bonne partie... de la journée.

TENDANCE RÉTRO

Afin d'y voir un tout petit peu plus clair, entre deux mèches rebelles, sachez d'abord que la tendance de cet hiver est la coupe seventies pour les cheveux longs et l'asymétrie pour donner du mouvement aux cheveux courts. Alors si cela ne vous aide pas beaucoup, allez chez un visagiste. C'est encore le meilleur moyen de faire correspondre votre tête à votre personnalité. Peut-être un peu cher, ou trop long mais le résultat est en gé-

ral assez probant.

SANS RENDEZ-VOUS, RENDEZ-VOUS

En revanche, si vous voulez gagner du temps n'allez surtout pas dans des salons sans rendez-vous : contrairement à ce que l'on pourrait penser, on attend des heures, avant de passer entre les mains de différents coiffeurs à qui il faut ré expliquer à chaque fois la coupe de vos rêves. Mais notons toutefois que ces chaînes sont parfaites pour les petits budgets : coupe correcte, prix minis, mais pas de conseils, ici on coiffe un point c'est tout.

PRENEZ SOINS DE VOS COUETTES

Vous pouvez enfin soigner vos cheveux - car avec le soleil et le sel de la mer, ils en ont peut-être besoin - vous-mêmes avec quelques produits efficaces

et peu chers. Tant que c'est aux plantes, ce n'est pas mauvais : menthe, algues, cactus, gingembre sont excellents pour embellir vos cheveux. Parmi les produits que nous avons sélectionnés, le shampooing revitalisant à la pulpe de cédrat (Klorane), le shampooing à la menthe pour cheveux gras (L'Occitane) et le Hair Care de Biguine Cosmetics qui donne de l'éclat à la chevelure et la fait briller.

MAIS, C'EST MIRACLE

Alors s'il faut du temps pour s'occuper de ses cheveux, il est bien d'en prendre aussi pour soi, en se prélassant chez le coiffeur : avouez que vous adorez le flux de la douchette sur vos cheveux shampooinés, en vous endormant presque avec le café qui fume à vos côtés.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

JAJ-2018 (septième journée) La natation, l'escrime et le kung fu wushu à l'affiche

Les disciplines de natation, d'escrime et de kung fu wushu se sont distinguées lors de la septième journée des Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018), marquée par une récolte supplémentaire de 22 médailles (9 or, 9 argent et 4 bronze).

Ainsi, les athlètes algériens de Kung fu Wushu (Sanda et Taolou) ont contribué de fort belle manière au total des médailles, à l'occasion de la deuxième et dernière journée des épreuves, en remportant neuf médailles (4 or, 4 argent et 1 bronze).

En Sanda, les Algériens ont décroché six médailles (2 or, 3 argent et 1 bronze), grâce à Birem Mohamed Lamine (-56kg) et Beldi Atmane Aymen (-65 kg), médaillés d'or de l'épreuve. Meziane Mohamed El Amine (-48kg), Hamrit Fathi (-60 kg) et Beldi Othmane Hadjer D o u n i a (-56 kg) ont pris la médaille d'argent. L'unique médaille de bronze a été l'œuvre de Amrouche Abdelhadi.

Dans les épreuves de Taolou, les participants algériens ont clôturé la journée avec trois médailles au compteur (2 or et 1 argent).

En escrime, cette septième journée des JAJ-2018 d'Alger a consacré les sélections féminines de fleuret et de l'épée qui ont décroché deux médailles d'or, alors que leurs homologues masculines (sabre) se sont contentées de la médaille de bronze. Le total des médailles algériennes s'élève à 17 (5 or, 3 argent et 9 bronze), à l'issue de la troisième journée.

La natation algérienne a confirmé une nouvelle fois sa bonne santé en ajoutant cinq nouvelles médailles (2 or et 3 argent), mardi lors de la troisième journée des épreuves. Les deux médailles d'or ont été l'œuvre de Moncef Balamane (200 m brasse) et Ardjounne Abdellah (50 m dos).

Les trois médailles d'argent ont été décrochées par Ryad Bouhamidi (50 m dos), Abdennour Mejahri (200 m brasse) et le relais 4x100 m 4 nages. Le total des médailles s'élève à 12 (5 or, 4 argent et 3 bronze), en attendant les épreuves de la dernière journée.

La sélection algérienne de tir sportif (garçons et

filles) a contribué également au tableau des médailles, en remportant quatre médailles (1 or, 2 argent et 1 bronze) aux épreuves de carabine et pistolet à air comprimé.

La médaille d'or a été l'œuvre de Hamdani Insaf aux épreuves de carabine (10m), alors que les deux médailles d'argent ont été décrochées par Maameri Abdelwahid au pistolet à air comprimé (10m) et Adoul Koçeila au carabine (10m). Benguzim Inès a décroché la médaille de bronze au pistolet à air comprimé (10m).

En tennis de table, la paire algérienne s'est adjugée la médaille de bronze de l'épreuve de double mixte par équipes, en battant son homologue, composée de l'Ile Maurice et du Cameroun sur le score de 2 à 1.

De leur côté, les sélections algériennes (garçons et filles) de beach-volley se sont contentées de la 4e place du tournoi après leurs défaites face, respectivement, à la Gambie (2-0) et l'Egypte (2-0), mardi lors des matchs de classement joués sur les terrains des Ablettes (Alger).

Même chose pour la sélection masculine de volley-ball qui a été battue par son homologue tunisienne sur le score de 3 sets à 0 (25-16, 28-26, 25-14), en match de classement pour la médaille de bronze.

La première journée des épreuves d'athlétisme a été marquée par l'absence des Algériens sur les podiums des cinq finales disputées au stade Bateau-cassé de Bordj El-Kiffan.

Seules satisfactions algériennes de cette journée d'ouverture des épreuves d'athlétisme, les qualifications en finales de Nouara Lamzaoui (800m) et Mohamed Guettouche (100m).

Hier, 8e journée des 3es Jeux africains de la jeunesse JAJ-2018 d'Alger (18-28 juillet) a été marquée par le début des épreuves de boxe, d'équitation et de luttes associées, alors que plusieurs finales seront au programme, notamment en athlétisme.

May T.

JAJ-2018/Athlétisme (1^{re} journée)

Les Algériens absents des podiums

Les athlètes algériens engagés dans les épreuves de la première journée d'athlétisme des Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018) d'Alger ont brillé par leur absence sur les podiums des cinq finales disputées mardi au stade Bateau-cassé de Bordj El-Kiffan.



Par Racim S.

Seules satisfactions algériennes de cette journée d'ouverture des épreuves d'athlétisme, les qualifications en finales de Nouara Lamzaoui (800m) et Mohamed Guettouche (100m). Les autres Algériens, notamment ceux engagés dans les finales, se sont contentés des places d'honneur, à l'image de Brahim Mebarkia, 5e du concours de saut en longueur et Abdelmalek Benziada, également 5e du lancer du disque.

Chez les filles, Nesrine Benaissa a terminé à la 4e et dernière place du saut à la perche, alors que Ghania Rezzik a

raté d'une place la qualification aux Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ-2018), en terminant à la 9e place de la finale du 3000m.

Le directeur des jeunes talents de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), Tarek Kessai, est resté tout de même «optimiste», malgré les contreperformances des athlètes algériens.

«Je n'attendais pas de remporter des médailles aujourd'hui, car les spécialités disputées en cette journée inaugurale ne sont pas nos points forts. Nos athlètes ont tout de même réussi à tirer leur épingle du jeu en améliorant notamment leurs records personnels ou décrochant des qualifications en finales», a déclaré Kessai à l'APS.

«Par contre, nous avons beaucoup d'espoirs pour la journée de mercredi et l'entrée en lice de plusieurs athlètes avec de grandes chances de médailles. Pour la 2e journée de compétition, nous tablons sur 5 médailles», a-t-il ajouté.

Cette première journée de compétition a été dominée par les athlètes sud-africains qui ont décroché 4 médailles (3 or, 1 bronze), suivis des Tunisiens (1 or, 1 bronze) et l'Ethiopie (1 or).

Les épreuves d'athlétisme des JAJ-2018, qui se sont poursuivies hier mercredi au stade Bateau-cassé de Bordj El-Kiffan avec 13 finales au programme, enregistrent la participation de 353 athlètes représentant 52 pays, dont 36 Algériens. R. S.

Ligue 1 / USM Alger Le Camerounais Mexes signe pour deux ans

Le défenseur central camerounais Nyeck Mexes s'est engagé pour deux ans avec l'USM Alger, a annoncé mardi le club algérois de Ligue 1 Mobilis de football sur son site officiel. Le Camerounais s'entraîne avec l'USM Alger depuis le stage effectué au début du mois de juillet en Tunisie.

Il portera le numéro 4 et aura une licence africaine, précise la même source. Le coach des Rouge et Noir, Thierry Froger, pourra compter sur la nouvelle recrue dès le prochain match du l'USM Alger contre les Rwandais de Rayon Sports, dimanche à 20h00 au stade Mustapha-Tchaker (Blida) pour le compte de la quatrième journée de

la Coupe de la Confédération. D'autre part, l'attaquant congolais Prince Ibra a réintégré le groupe pour la première fois en prenant part à la séance de reprise au stade Omar-Hamadi. Le nouvel attaquant usmiste avait jusque-là entamé la préparation avec l'équipe réserve en raison du déplacement de l'équipe au Kenya et au Rwanda. L'USM Alger trône en tête du groupe D de la Coupe de la Confédération avec 7 points devant les Kényans de Gor Mahia (5 points). Rayon Sports pointe à la 3e place avec 2 points alors que les Tanzaniens des Young Africans ferment la marche avec une seule unité.

R. S.

JAJ-2018/ Escrime Trois nouvelles médailles dont 2 en or pour l'Algérie

Les sélections algériennes féminines d'escrime de fleuret et de l'épée ont décroché deux médailles d'or, alors que leurs homologues masculines (sabre) se sont contentées de la médaille de bronze, à l'issue des finales par équipes disputées mardi au centre féminin de Ben Aknoun (Alger) dans le cadre des JAJ-2018.

La première médaille d'or a été l'œuvre de la sélection féminine de fleuret qui a battu son homologue égyptienne sur le score de 44 touches à 39, grâce au quatuor Guimar Nihal Chaimaa, Zeboudj

Sonia, Meriem Mebarki et Fellah Ines, sous la conduite de l'entraîneur Fardi Bennour.

La finale de l'épée a vu également la consécration des Algériennes après leur victoire devant l'Egypte sur le score de 45 touches à 42, dans un duel très serré, marqué par des touches de part et d'autre, mais le dernier mot est revenu à Zeboudj Yousra, Malak Racha, Gueham Meroua et Hebal Sylla.

Chez les garçons, cette fois-ci les Egyptiens n'ont laissé aucune chance à leurs homologues tunisiens en finale de sabre, avec une large victo-

re sur le score de 45 touches à 20, dans un match à sens unique, alors que les Algériens se sont contentés de la médaille de bronze.

A l'issue de la troisième journée des épreuves d'escrime, le total des médailles s'élève à 17 médailles (5 or, 3 argent et 9 bronze).

Treize pays prennent part aux épreuves d'escrime des JAJ-2018. Il s'agit de l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, le Togo, le Mali, la Libye, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, Maurice, Madagascar, le Benin, le Ghana et la RD Congo.

Mahi Y.

Wilayas du Sud

400 douaniers en renfort dès octobre

Quatre-cent nouveaux éléments renforceront les effectifs douaniers dans les wilayas du Sud à compter d'octobre prochain, a annoncé, mercredi depuis Ouargla, le directeur général des Douanes, Farouk Bahamid.

Un concours de recrutement sera organisé en octobre prochain pour les wilayas du Sud du pays, afin de donner l'opportunité aux jeunes de ces régions d'embrasser une carrière dans le corps douanier et de renforcer la ressource humaine douanière dans les wilayas concernées, a affirmé M. Bahamid, lors de sa visite de travail d'une journée dans la wilaya.

S'agissant de la saison du Hadj 2018, il a fait part d'instructions données à la direction régionale des Douanes à Ouargla pour faciliter les procédures aux pèlerins, notamment concernant le contrôle des bagages et autres, appelant ainsi à assurer une bonne prise en charge et le confort des hadjjs, en coordination avec les services de la sûreté nationale et d'Air Algérie.

Le DG des Douanes a entamé sa visite de travail dans la wilaya d'Ouargla, qui s'inscrit dans le cadre d'une tournée dans le Sud, par l'inspection divisionnaire au chef-lieu de wilaya, où il s'est enquis du projet d'étude et de réalisation d'un célibatorium pour le personnel douanier, dont les travaux ont été finalisés.

Conçue sur trois étages, la structure comprend notamment 30 chambres, un pavillon d'accueil, un foyer et un logement pour transitaires, selon la fiche technique.

M. Bahamid a inspecté, en outre, le nouveau siège de la direction régionale des Douanes d'Ouargla, localisé dans la zone des équipements publics et qui comprend, outre le bloc administratif, une salle de conférence, un logement de fonction et un célibatorium.

Le projet a été finalisé et en voie de réception, en attendant son équipement prochain, selon les explications fournies par les responsables locaux du secteur. Sur site, un exposé a été fait sur le projet (réalisation et équipement) d'une subdivision des douanes, en voie de réception également.

Ces projets sont des «acquis» pour la région, sachant que l'amélioration des conditions de travail impactera positivement et directement sur l'action des opérateurs économiques et le citoyen de façon générale, a souligné M. Bahamid qui a pris connaissance, par ailleurs, d'une série de préoccupations socioprofessionnelles des agents douaniers, dont les mutations, les promotions et les Œuvres sociales, avant d'honorer des enfants de travailleurs du secteur, lauréats aux examens de fin d'année. Rassurant, M. Bahamid a affirmé que l'administration douanière va veiller à la prise en charge de l'ensemble des préoccupations, assurant en ce sens qu'une base de données est en cours d'élaboration et devra contribuer à une gestion transparente et rationnelle de ce corps.

Auparavant, le DG des Douanes avait inspecté dans la wilaya déléguée de Touggourt (160 km au nord de Ouargla) la recette principale des Douanes, avant de délivrer un titre d'agrément à un nouvel opérateur économique de la région. La région renferme un potentiel «réel» d'opérateurs économiques qui exportent leurs produits et qui gagneraient à être encouragés et accompagnés par l'administration douanière afin de faciliter leurs opérations à l'export, dans le cadre de la politique de diversification de l'économie nationale par une diversification des exportations hors hydrocarbures, a-t-il estimé.

R. N.



Incendies en Grèce

Le bilan provisoire des victimes monte à 81 morts



Le bilan des feux autour de la capitale Athènes s'est alourdi à 81 morts hier, ont déclaré les pompiers.

Ces derniers poursuivaient hier les recherches de personnes bloquées dans des maisons ou des voitures carbonisées aux environs de stations balnéaires de Mati et de Rafina, à l'est d'Athènes, ravagées par des incendies qui ont fait au moins 79 morts et 187 blessés, selon un dernier bilan officiel.

Qualifié de «tragédie nationale» par les médias du pays, le désastre s'est produit lundi après-midi, le feu éclaté sur le

mont proche de Pendeli attisé par des vents de 100 km/h s'est rapidement propagé et a envahi Mati, à 40 km d'Athènes, brûlant des centaines d'habitations.

La Grèce a activé le mécanisme européen de protection civile pour obtenir de l'aide de ses partenaires.

Quinze départs de feu simultanés sur trois fronts différents en Attique ont rendu l'opération pour lutter contre les flammes très difficile et ce qui a conduit la Grèce à demander des drones aux Etats-Unis, a annoncé mardi un responsable grecque.

Au vu de la situation, la

présidence de la République a annulé la réception annuelle prévue mardi pour commémorer le rétablissement de la démocratie en Grèce en juillet 1974.

Les incendies de forêts et de maquis sont récurrents en Grèce l'été. Les derniers feux les plus dévastateurs avaient tué, en 2007, dans le Péloponnèse et sur l'île d'Evia 77 personnes, ravageant 250 000 ha de forêts, maquis et cultures.

Le nord de l'Europe, d'Oslo à Riga, est également écrasé depuis plusieurs semaines par la chaleur et la sécheresse qui embrasent forêts et tourbières, brûlent les pâtures, vident les nappes phréatiques et font même baisser le niveau des grands lacs.

La Suède, qui connaît le mois de juillet le plus chaud depuis au moins deux siècles et demi, a dû faire appel à la solidarité européenne pour lutter contre le feu.

R. N.

Décédé samedi dernier

Le défunt colonel Bencherif inhumé à Djelfa

Le défunt moudjahid, le colonel Ahmed Bencherif a été inhumé mardi après la prière d'El Asr au cimetière de sa famille à Z'mila près de Aïn Maâbed (wilaya de Djelfa), en présence de chouyoukh de zaouia, d'officiers de la Gendarmerie nationale et d'une foule nombreuse des proches et amis du défunt.

La dépouille du défunt, décédé samedi dernier à l'âge de 91 ans après avoir subi une intervention chirurgicale dans un hôpital à Paris, est arrivée dans la matinée de mardi à Alger.

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait adressé dimanche, un message de condoléances à la famille du défunt dans lequel il a affirmé que l'Algérie avait perdu «un vaillant moudjahid et un novembriste hors pair».

«Le défunt Ahmed Bencherif représentait toute une génération dévouée à sa patrie, une génération qui a su faire preuve de courage et de bravoure dans les champs de bataille et d'une grande détermination pour l'édification d'une société vivant à la faveur de la paix et de la sérénité», a écrit le chef de l'Etat.

Le défunt a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en juillet 1957 et a été désigné soldat responsable des opérations par le commandant de la 5^{ème} région de Sour El Ghozlane, le dénommé «Abdellatif».

Le défunt qui avait marqué de son empreinte l'histoire de l'Algérie, faisait partie des officiers qui avaient réussi à franchir les lignes Challe et Morice, mises en place par l'occupant français aux frontières est et ouest pour empêcher tout approvisionnement de la Révolution.

Capturé par l'armée française dans la nuit du 23 au 24 octobre 1960 au nord-est de Beni Slimane dans la région d'Aumale, il sera jugé, condamné à mort et emprisonné jusqu'au cessez-le-feu.

Nommé, après l'indépendance, à la tête du corps de la Gendarmerie nationale qu'il eut le mérite de créer et de structurer, feu Bencherif était également membre du Conseil de la Révolution. Dans les années 1970, il a été nommé ministre de l'Environnement, de la Bonification des terres et de l'Hydraulique.

Bilal L.

ACTU...

Adrar

Un terroriste armé se rend aux autorités militaires

Un terroriste armé s'est rendu mercredi aux autorités militaires à Adrar, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts de qualité continus, fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, le 25 juillet 2018, aux autorités militaires à Adrar en 3^e Région militaire», précise la même source, ajoutant qu'il «avait en sa possession un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et deux chargeurs garnis de munitions». «Il s'agit de El Mahri Yourou, dit El Haïmer, qui avait rallié les groupes terroristes en 2016», ajoute-t-on. Dans le même contexte et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire «a arrêté, à Tébessa (5^e RM), 14 éléments de soutien aux groupes terroristes», tandis qu'un autre détachement «a récupéré, à In Guezzam (6^e RM), deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, un fusil à pompe, une quantité de munitions et deux véhicules tout-terrain».

D'autre part, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire «a intercepté, à Biskra (4^e RM), un contrebandier à bord d'un camion chargé de 17 quintaux de tabac», alors que des garde-côtes «ont déjoué, à Béni Saf (2^e RM), une tentative d'émigration clandestine de 19 personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale», rapporte le communiqué.

Bilal L.

Mostaganem

Le corps d'un jeune noyé repêché

Le corps sans vie d'un jeune, noyé à Bahara, dans la commune d'Ouled Boughalem, a été repêché mardi soir, a-t-on appris hier auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya de Mostaganem. Les unités de la Protection civile ont repêché à 20 h, le corps du noyé, âgé de 25 ans, après avoir été porté disparu des heures au niveau d'une plage interdite à la baignade, à l'est de la plage de Bahara, relevant de la commune d'Ouled Boughalem (90 km à l'est de Mostaganem). La dépouille mortelle du noyé, originaire de Chlef, a été déposée à la morgue de l'établissement hospitalier d'Aâchaâcha, a-t-on précisé. Depuis le début du mois de juin dernier, six cas de noyade ont été enregistrés dans des zones interdites à la baignade de la wilaya de Mostaganem, rappelle-t-on.

Reda A.

Tunisie

Nomination d'un nouveau ministre de l'Intérieur

Le chef du gouvernement tunisien, Youssef Chahed, a nommé mardi Hichem Fourati, nouveau ministre de l'Intérieur, a annoncé la présidence du gouvernement dans un communiqué rendu public mardi.

Hichem Fourati occupait depuis 1996 le poste de conseiller des services publics au ministère de l'Intérieur et assumait également les fonctions de chef de cabinet du ministre de l'Intérieur depuis février 2015. Il remplace, au ministère de l'Intérieur, Ghazi Jribi qui assurait l'intérim après le limogeage de Lotfi Brahem, le 6 juin dernier.

R. T.